



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9710^e séance

Mercredi 21 août 2024, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Kanu	(Sierra Leone)
<i>Membres :</i>	Algérie	M. Alem
	Chine	M. Lei Zhao
	Équateur	M. Durán Medina
	États-Unis d'Amérique	M. Curiel
	Fédération de Russie	M. Shulgin
	France	M ^{me} Morghad
	Guyana	M ^{me} Benn
	Japon	M ^{me} Horiba
	Malte	M ^{me} Micallef
	Mozambique	M. Irachande Gouveia
	République de Corée	M ^{me} Sun Min Lee
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Byangoy
	Slovénie	M. Langerholc
	Suisse	M. Carpenter

Ordre du jour

Consolidation et pérennisation de la paix

Le Nouvel Agenda pour la paix – traiter les aspects mondiaux, régionaux et nationaux de la prévention des conflits

Lettres identiques datées du 30 juillet 2024, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2024/581)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 15 h 5.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle aux orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de trois minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Grèce.

M. Sekeris (Grèce) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir choisi le thème important de la consolidation et de la pérennisation de la paix pour le débat public de haut niveau de votre présidence, qui est une manifestation phare dans le cadre des travaux du Conseil de sécurité pour ce mois. Je remercie également les intervenants de leurs contributions instructives au présent débat.

La consolidation de la paix est à la croisée des efforts qui visent à prévenir et à régler les conflits, à investir dans la mise en place d'institutions nationales et à rapprocher les communautés. Tous ces objectifs cruciaux font partie du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, que la Grèce appuie depuis le début et qu'elle considère comme une étape importante vers le renforcement de l'efficacité de l'ONU dans la perspective du Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre prochain.

Je tiens à souligner aujourd'hui que les outils de consolidation de la paix contribuent à accroître la viabilité des institutions nationales, l'un des piliers de la prévention des conflits. La consolidation de la paix fournit une feuille de route et des outils qui permettent non seulement de mettre en place des institutions efficaces, mais aussi de les renforcer afin qu'elles puissent se maintenir. C'est particulièrement important à une époque et dans un monde marqués par des problèmes de sécurité multiformes qui entraînent malheureusement une perte de légitimité et de responsabilisation. Des institutions solides sont capables de garantir la justice sociale, de protéger les droits humains et de préserver la cohésion de l'État, autant de paramètres qui garantissent au mieux l'instauration d'une paix durable et pérenne et empêchent l'apparition du phénomène de l'État failli.

Une autre dimension à prendre en considération est le fait que la prévention des conflits, qui est par essence une démarche concertée, garantit que nos actions sont non seulement coordonnées, mais aussi plus efficaces et plus durables. C'est dans les synergies, que ce soit au niveau bilatéral, sous-régional, régional ou mondial, que

nous trouvons la force de faire face à la nature multidimensionnelle des conflits modernes, qu'ils résultent de pressions politiques, économiques ou environnementales. À cet égard, je voudrais faire référence à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui constitue un plan d'action très utile à cette fin.

La Grèce est consciente qu'il est important que la communauté internationale adopte une approche globale de la prévention des conflits, avec pour objectif de renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. L'investissement dans les individus, en améliorant leurs compétences et en enrichissant leur expérience, fournit les bases essentielles sur lesquelles un dispositif de pérennisation de la paix doit être conçu. À cette fin, nous saluons les efforts déployés par la Commission de consolidation de la paix pour faire progresser ces priorités, et nous nous félicitons de ses nouvelles initiatives et de son programme de travail tourné vers l'avenir, tels que décrits dans son dernier rapport sur les travaux de sa dix-septième session (S/2024/153).

En tant que membre nouvellement élu du Conseil de sécurité, je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que mon pays s'efforcera de contribuer à cette question et de joindre sa voix tout au long de son mandat, ainsi que de concourir à nos objectifs et efforts communs en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de prévention des conflits au niveau mondial.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Philippines.

M. Lagdameo (Philippines) (*parle en anglais*) : Les Philippines se félicitent de la tenue de ce débat opportun sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans le cadre du Nouvel Agenda pour la paix. Nous attendons également avec impatience le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre, ainsi que l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU, en 2025, qui constitueront des étapes importantes dans le renforcement et l'actualisation de la panoplie d'outils dont dispose l'Organisation pour prévenir les conflits et leur résurgence, en tenant compte, comme l'a préconisé le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix, des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité.

En tant que nation défendant la consolidation et la pérennisation de la paix, nous considérons notre succès dans la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulman, dans le sud des Philippines, comme la pièce

maîtresse de notre expérience en matière de construction de la paix et d'ouverture de nouvelles voies de coopération par l'intermédiaire de solutions politiques et d'une consolidation de la paix associant toutes les parties. Pendant des décennies, le conflit dans le sud des Philippines s'est nourri des injustices historiques faites au peuple moro. Après des années de négociations, nous avons conclu en 2014 un accord de paix global qui s'attaquait aux causes profondes en créant une nouvelle région autonome dotée d'une véritable autoadministration.

L'adoption de la loi organique bangsamoro en 2018 et la création de la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulman en 2019 ont constitué des jalons historiques. Le volet politique a été complété par un processus de normalisation visant à démobiliser les combattants et à transformer les zones touchées par le conflit. Au cours de sa première année d'existence, la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulman a accompli plusieurs exploits majeurs, notamment la formation d'un gouvernement de transition, l'élaboration d'un budget régional et la supervision de la démobilisation de milliers de combattants. Ces premiers succès mettent en évidence les dividendes de la paix.

Le processus de normalisation s'appuie sur des programmes globaux de développement socioéconomique destinés aux ex-combattants et à leurs communautés. Ceux-ci portent notamment sur la protection sociale, le renforcement des capacités, l'aide à la subsistance et le développement des infrastructures. En répondant aux besoins des populations touchées, nous visons à pérenniser la paix et à prévenir la résurgence des conflits.

Les femmes ont largement contribué aux succès de la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulman. Elles ont été négociatrices, chercheuses, éducatrices et organisatrices communautaires. Nous avons bâti la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulman après plus d'un demi-siècle de combats entre des factions et clans belligérants. La paix est en effet possible et la patience porte ses fruits. C'est la meilleure façon d'avancer en causant le moins de douleurs et de pertes possible. Avoir la compassion pour stratégie permet de jeter les bases les plus solides en vue d'une paix durable après un conflit acharné. Il n'y a aucune raison nouvelle de regarder en arrière avec colère.

Notre expérience met en évidence les éléments clefs d'une prévention des conflits et d'une consolidation de la paix réussies : premièrement, des processus politiques inclusifs qui s'attaquent aux causes profondes du conflit ; deuxièmement, des volets complémentaires en

matière de sécurité et de développement ; troisièmement, des programmes socioéconomiques visant à favoriser la réinsertion des ex-combattants ; quatrièmement, l'instauration de la confiance entre les parties grâce à un dialogue constant ; et cinquièmement, l'appui de la communauté internationale au renforcement des capacités et au développement.

Les progrès réalisés à Mindanao sont encourageants mais ne sont pas irréversibles. Des difficultés subsistent, notamment en ce qui concerne la formation d'une coalition au sein du nouveau Gouvernement et la présence de petits groupes de militants. L'engagement durable de toutes les parties prenantes est crucial. Grâce à la mise en œuvre de l'accord de paix, nous constatons déjà une amélioration des conditions de sécurité, une augmentation des investissements et l'ouverture de nouvelles perspectives dans la région du Bangsamoro. La paix a mis la prospérité à la portée de millions de Philippins.

L'expérience des Philippines est riche d'enseignements sur la manière de gérer des conflits prolongés. Premièrement, un dialogue patient et persistant peut permettre de surmonter des décennies de méfiance. Deuxièmement, les solutions politiques doivent être accompagnées d'avantages socioéconomiques concrets. Troisièmement, la normalisation des ex-combattants est un processus multiforme et à long terme. Quatrièmement, la mise en place d'une gouvernance inclusive demande du temps et des efforts soutenus.

Nous encourageons le Conseil de sécurité à privilégier des approches de la prévention des conflits globales et adaptées au contexte. Il s'agit notamment d'appuyer des processus politiques inclusifs, d'investir dans le développement socioéconomique et de soutenir les efforts de consolidation de la paix sur le long terme.

Le Conseil de sécurité doit faire avancer les efforts visant à permettre la participation de tous les acteurs aux efforts de maintien et de consolidation de la paix au moyen d'une collaboration entre les missions politiques et les missions de maintien de la paix, tout en établissant un lien avec les mandats d'autres organismes des Nations Unies et au-delà. Ces efforts doivent se traduire par des alertes précoces sur les conflits potentiels, des actions préventives concrètes et des plans de transition avant le retrait des opérations de paix.

Le Nouvel Agenda pour la paix doit mettre l'accent sur des stratégies globales qui s'attaquent aux causes profondes tout en produisant des dividendes de paix tangibles. Il doit également reconnaître le rôle primordial

des organisations régionales et des pays voisins pour faciliter le dialogue et appuyer la mise en œuvre.

En tant que partenaires, pionnières et artisanes de la paix, les Philippines, qui sont candidates à un mandat de membre non permanent pour la période 2027-2028, sont disposées à partager leurs expériences et connaissances avec le Conseil de sécurité afin de montrer l'exemple d'une approche ciblée et efficace pour relever les défis en matière de paix et de sécurité, alors que nous œuvrons collectivement pour un monde plus pacifique et plus prospère. Tel est notre engagement en faveur d'une paix inclusive, intergénérationnelle et durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Guatemala.

M^{me} Rodríguez-Mancia (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Sierra Leone d'avoir organisé cet important débat public, ainsi que la Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, M^{me} Spehar, et les intervenants de leurs précieuses contributions et de leurs efforts inlassables sur cette question.

La République du Guatemala est fermement convaincue que la consolidation de la paix doit être basée sur une démocratie participative et inclusive. Cela implique de relever efficacement les défis en matière de démocratie et de développement, les priorités fondamentales étant d'impliquer tous les acteurs, de promouvoir l'appropriation locale, de recenser collectivement les problèmes et d'élaborer des solutions durables fondées sur le consensus et le respect inconditionnel des droits humains. Nous reconnaissons également le rôle indispensable que jouent les femmes dans la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits, ainsi que les conséquences distinctes qu'ont les conflits armés sur les femmes et les filles.

La paix inclusive et la gouvernance démocratique sont des piliers fondamentaux du développement durable et de la paix mondiale. En ce sens, l'autonomisation de tous les acteurs, y compris les femmes, les peuples autochtones et les jeunes, est indispensable car ils apportent des points de vue sans équivalent et précieux à la table des négociations, grâce à une compréhension approfondie des causes des conflits et des besoins réels des communautés touchées.

Nous partageons le constat formulé dans la note de cadrage (voir S/2024/581), concernant l'importance de donner la priorité à la mise en œuvre de mesures de prévention pour s'attaquer aux causes profondes des

conflits, plutôt que d'atténuer leurs conséquences les plus évidentes. La prévention des conflits non seulement nous permet d'éviter la tragédie humaine et les effets dévastateurs des conflits, mais elle est également beaucoup plus économique, compte tenu des coûts politiques, socioéconomiques et financiers impliqués. Le Conseil doit intégrer l'approche de la prévention et de la consolidation de la paix dans ses décisions et ses mandats, y compris dans ceux des opérations de paix.

La République du Guatemala reste déterminée à créer un monde plus sûr et plus juste pour tous et toutes. Notre participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies démontre que la consolidation de la paix est plus efficace grâce à des actions multilatérales qui permettent un règlement pacifique des différends, basé sur le dialogue, la coopération et la diplomatie.

Il est capital de travailler au renforcement du multilatéralisme, afin de permettre à l'ONU de répondre aux nouveaux défis qui menacent la paix et la sécurité internationales. Nous réaffirmons donc notre appui au Nouvel Agenda pour la paix, qui aborde des questions d'importance critique qui doivent être prises en compte dans le Sommet de l'avenir, en tant qu'étapes nécessaires vers la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité doit également bénéficier d'une plus grande interaction avec les États Membres et les autres organes de l'ONU, notamment le Conseil des droits de l'homme. Nous continuons d'appuyer fermement le rôle de la Commission de consolidation de la paix et son approche intégrée.

Le Guatemala continuera de promouvoir la diplomatie préventive, les systèmes d'alerte rapide, la responsabilité de protéger, un désarmement général, complet, vérifiable, irréversible, transparent et assorti d'un calendrier, ainsi que la médiation comme moyens de prévenir les conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Zahneisen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter la Sierra Leone de sa présidence solide et remarquable du Conseil de sécurité et de l'organisation de ce débat public opportun aujourd'hui.

L'Allemagne souscrit au diagnostic établi par le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix. Il est urgent de renforcer la boîte à outils de l'ONU si nous voulons réussir à relever les défis auxquels nous sommes tous collectivement confrontés. La consolidation de la

paix est l'un de ces outils essentiels. Pour la renforcer, nous sommes convaincus que nous devons accorder une attention particulière aux trois aspects suivants.

Premièrement, nous devons garantir une approche intégrée du règlement et de la prévention des conflits, laquelle doit bénéficier d'un financement adéquat. Le dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies, y compris la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix, joue un rôle crucial, car il fournit à la fois un appui politique et un financement souple et ciblé pour s'attaquer aux causes profondes des conflits. L'Allemagne est fière d'être le plus grand donateur à long terme du Fonds pour la consolidation de la paix et d'avoir été le fer de lance d'initiatives sur des modes de financement novateurs en faveur de la paix. Je voudrais également souligner que la consolidation et la pérennisation de la paix nécessitent une forte appropriation locale et nationale, avec l'appui de la communauté internationale. Nous nous félicitons donc de l'avis écrit présenté par la Commission de consolidation de la paix dans le cadre du débat d'aujourd'hui et souhaitons que le lien entre la Commission et le Conseil de sécurité soit renforcé.

Deuxièmement, nous devons intensifier nos efforts pour faire face à la crise climatique, qui constitue un risque majeur pour la paix et la stabilité mondiales. Nous soutenons fermement le mécanisme de sécurité climatique. Nous sommes convaincus que ce mécanisme est indispensable pour intégrer les considérations liées au climat, à la paix et à la sécurité au sein du système des Nations Unies.

Troisièmement et enfin, la prévention des conflits et la pérennisation de la paix ne sont possibles qu'avec la participation pleine, égale et véritable des femmes et des groupes marginalisés. Les processus de paix et les efforts nationaux de prévention mis en œuvre par le biais de plans nationaux de prévention doivent être conçus en tenant compte des questions de genre afin de veiller à ce que les besoins spécifiques des femmes et des filles soient satisfaits de manière adéquate, de sorte qu'elles puissent réaliser pleinement leur potentiel en tant que puissantes agentes de changement. C'est pourquoi l'Allemagne soutient des initiatives telles que le Réseau des femmes d'influence en Afrique.

Qu'il me soit permis de clore par un bref commentaire sur le Sommet de l'avenir. En tant que cofacilitatrice, avec la Namibie, l'Allemagne juge particulièrement encourageantes les importantes contributions sur la consolidation de la paix et la prévention fournies régulièrement

par les États Membres tout au long des négociations. Nous sommes fermement convaincus que le Pacte pour l'avenir permettra de mener des actions efficaces en matière de réforme de la gouvernance dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, à condition que nous unissions nos efforts.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liechtenstein.

M^{me} Oehri (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Le présent débat se tient à un moment où le monde connaît le nombre de conflits le plus élevé depuis 1945. L'agression de la Russie contre l'Ukraine, le bombardement à grande échelle de Gaza par Israël et toute une série d'autres situations, notamment au Soudan, en Syrie et au Myanmar, causent des préjudices considérables aux civils et violent le droit international, y compris la Charte des Nations Unies. La consolidation et la pérennisation de la paix doivent clairement être au centre de l'Organisation et de nos efforts communs.

Le droit des peuples à l'autodétermination est une pierre angulaire de la Charte des Nations Unies et un fondement de la pleine jouissance de tous les droits humains. Dans le même temps, le plein respect de ce droit est un élément important, mais malheureusement souvent négligé, de la prévention des conflits. Le Liechtenstein constate depuis longtemps que de nombreux conflits sont déclenchés lorsque des communautés, y compris des groupes minoritaires, demandent aux États d'être plus réceptifs lorsqu'elles veulent obtenir un plus grand degré d'autodétermination interne. Ainsi, une meilleure compréhension du lien entre l'autodétermination et les conflits pourrait contribuer à établir une paix durable. Le manuel sur la prévention et le règlement des conflits d'autodétermination élaboré par le Liechtenstein a apporté de nouvelles idées, et nous sommes prêts à poursuivre le dialogue avec les États Membres et toutes les autres parties intéressées en ce qui concerne sa mise en pratique.

La Charte des Nations Unies est également claire au sujet de l'emploi de la force entre les États, et nous déplorons la tendance mondiale inquiétante qui voit certains États recourir illégalement à la force plutôt que d'appliquer le principe du règlement pacifique des différends. Il faut empêcher le recours illégal à la force et veiller à ce que les auteurs de violations impliquant l'emploi illégal de la force répondent de leurs actes, notamment en faisant appel à la compétence de la Cour pénale internationale (CPI) pour le crime d'agression. À cet égard, le Liechtenstein se félicite de la ratification aujourd'hui, par

l'Ukraine, du Statut de Rome et des amendements relatifs au crime d'agression.

Les efforts de prévention et de règlement des conflits ne peuvent être viables et aboutir aux résultats souhaités que s'ils sont pleinement inclusifs. Il est clairement établi que l'inclusion des femmes dans les pourparlers de paix augmente la probabilité d'accords de paix durables, et que la participation pleine, égale et véritable des femmes à toutes les opérations de maintien de la paix améliore l'exécution des mandats. Les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité doivent donc être intégrées dans tous les programmes et dans toutes les situations de pays spécifiques, et l'autonomisation des femmes en tant qu'agentes de changement doit être une priorité.

La prise en compte des questions de genre et des questions relatives aux jeunes fait également partie intégrante de la Commission de consolidation de la paix, qui appuie les efforts de paix dans les pays touchés par un conflit. Le Nouvel Agenda pour la paix appelle à renforcer le travail de la Commission de consolidation de la paix, qui joue un rôle essentiel de relais dans les situations de plus en plus fréquentes où les opérations de maintien de la paix sont interrompues ou voient leurs effectifs réduits. Le Liechtenstein soutient résolument cette démarche et a suggéré que le Conseil de sécurité accepte de recevoir et d'examiner régulièrement des avis écrits de la Commission de consolidation de la paix, le cas échéant. Le Pacte pour l'avenir est l'occasion de continuer à définir l'avenir des opérations de paix, en se fondant sur des besoins et modèles nouveaux.

La Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix ont également abordé des questions cruciales relatives à la justice transitionnelle, et nous encourageons la Commission à poursuivre son action en matière de justice transitionnelle en tant que sujet à part entière. L'application du principe de responsabilité et la justice transitionnelle sont des éléments essentiels de la prévention des conflits et d'une paix durable. Dans ce contexte, le Liechtenstein rappelle le lien crucial entre la paix, la sécurité et la justice, et en particulier la relation entre le Conseil et la Cour pénale internationale, y compris la responsabilité du Conseil de saisir la CPI lorsque cela s'avère nécessaire, conformément à nos efforts communs visant à parvenir à une paix juste.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Lettonie.

M^{me} Pavluta-Deslandes (Lettonie) (*parle en anglais*) : La Lettonie se félicite du présent débat public consacré à la consolidation de la paix et apprécie vivement le leadership dont fait preuve la Sierra Leone en facilitant une discussion inclusive sur ce sujet important. Nous remercions également les intervenantes et intervenants de leurs précieux éclairages.

Comme l'indique le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, l'instabilité, la violence et les risques de conflit ne se limitent pas à quelques États. En effet, la paix ne peut jamais être considérée comme acquise, quels que soient le pays ou la région concernés. Pour contrer la vague croissante de conflits et d'instabilité dans le monde, la communauté internationale doit déployer des efforts communs afin d'œuvrer de manière plus globale à la consolidation de la paix. Cette approche doit être fondée sur les principes fondamentaux de l'état de droit et de la responsabilité, qui sont la pierre angulaire de la paix et du développement.

Nous estimons que le Nouvel Agenda pour la paix comporte des éléments importants qui pourraient servir une telle approche. Les négociations en cours sur le Pacte pour l'avenir offrent aux États Membres une occasion unique de réfléchir à ces éléments et de tracer la voie vers leur mise en œuvre. Nous souhaitons donc faire quelques observations à ce sujet.

Premièrement, la Lettonie se joint à la Sierra Leone et à d'autres États pour encourager la promotion de stratégies de prévention menées au niveau national. Celles-ci peuvent jouer un rôle précieux en permettant aux États de mobiliser les institutions nationales en vue d'atteindre leurs objectifs en matière de consolidation de la paix et de prévention. Nous espérons que le Pacte pour l'avenir et, en particulier, le prochain examen du dispositif de consolidation de la paix, fourniront à la Commission de consolidation de la paix des orientations supplémentaires pour aider les États à élaborer de telles stratégies.

Deuxièmement, pour que la prévention soit efficace, il faut mettre en place une approche inclusive qui garantisse la pleine participation des femmes. Alors qu'elles paient souvent le plus lourd tribut aux conflits, les femmes et les filles sont généralement mises à l'écart des processus de consolidation de la paix et de prévention. Pour y remédier, la Lettonie contribue activement à l'élaboration des politiques mondiales en matière d'égalité des genres, notamment au sein du Conseil d'administration d'ONU-Femmes et du Bureau de la Commission de la condition de la femme, ainsi qu'en promouvant le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous mettons également

en œuvre des projets concrets en Afrique, en Asie centrale et ailleurs afin de faciliter la participation des femmes à l'activité commerciale et à la gouvernance.

Troisièmement, il est important de lutter contre les effets perturbateurs des armes légères et de petit calibre illicites sur le développement durable. Nous saluons l'initiative Faire taire les armes en Afrique d'ici à 2030. Il s'agit d'un exemple de leadership régional visant à aborder les aspects de la prévention des conflits liés à la sécurité et au développement. Il faut continuer de réfléchir à des moyens qui permettront au système des Nations Unies d'appuyer plus efficacement ces efforts régionaux. À cet égard, nous accueillons avec satisfaction les résultats de la récente Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, dont nous avons assuré la vice-présidence. Le document final souligne la nécessité de traiter les questions relatives aux armes légères illicites sous l'angle du développement, préparant ainsi le terrain pour la poursuite des travaux sur cette question au cours du prochain cycle d'examen.

La Lettonie continuera à promouvoir les objectifs de consolidation de la paix et de prévention, tant en paroles qu'en actes, notamment en continuant d'apporter un soutien financier volontaire au Fonds pour la consolidation de la paix et en participant aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, en l'occurrence la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique.

M. Vasconcelos (Mexique) (*parle en anglais*) : Je fais ces observations au nom du Groupe des droits de l'homme et de la prévention des conflits à New York, coprésidé par l'Allemagne et la Suisse, et dont les autres membres sont les suivants : Albanie, Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Gabon, Guatemala, Japon, Maurice, Mexique, République de Corée, Rwanda, Royaume-Uni, Sénégal, Sierra Leone, Suède et Uruguay.

À un mois du Sommet de l'avenir, le monde est en proie à de multiples crises humanitaires et conflits armés et au mépris de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil de sécurité. Nous remercions la Sierra Leone de nous donner cette occasion de discuter des solutions possibles sous l'angle de la prévention des conflits, et nous remercions les intervenants de leurs contributions.

Comme l'a déclaré Benjamin Franklin, « mieux vaut prévenir que guérir ».

Le Groupe appuie le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, qui contient une prescription et un remède puissants, nous rappelant que la consolidation et la pérennisation de la paix ne peuvent être obtenues qu'en suivant une approche inclusive qui comprend le développement durable, les droits humains, l'état de droit et les pratiques de bonne gouvernance.

Le Groupe souhaite mentionner trois domaines qui nécessitent une action concrète.

Le premier domaine est la gouvernance. La paix et la sécurité reposent sur les piliers de l'égalité, des droits humains, de l'état de droit et de la bonne gouvernance avec des institutions solides. La faiblesse des structures de gouvernance compromet les efforts visant à instaurer ou maintenir la paix et la sécurité. Comme le montrent les faits, lorsque les personnes sont privées de leurs droits et de leurs libertés, la probabilité de troubles et de violences augmente. Le Groupe donne donc la priorité à la protection des droits humains, condamne fermement toute violation et souligne l'importance de devoir rendre des comptes pour de telles violations.

Deuxièmement, un traitement sans prévention n'est pas viable. La prévention des conflits nécessite des efforts ciblés pour les gérer et consolider la paix, mais ceux-ci doivent s'accompagner d'une action plus vaste pour s'attaquer aux facteurs de conflit. Le développement durable est un élément indispensable si l'on veut renforcer la résilience face à la violence, car il contribue à atténuer le risque que les inégalités socioéconomiques, notamment l'inégalité entre les sexes, la pauvreté et la faim, le chômage et le manque d'accès aux services essentiels, ne contribuent à l'instabilité sociale et aux conflits. La réalisation des objectifs de développement durable est donc primordiale pour progresser vers la paix et la stabilité.

Troisièmement, le Groupe souligne l'importance de la participation des femmes et des groupes marginalisés à l'alerte précoce, à la prévention et au règlement des conflits, aux négociations de paix ainsi qu'à la consolidation et au maintien de la paix. La promotion de la participation pleine, égale, effective et en toute sécurité des femmes à des processus de paix inclusifs dans les cadres nationaux, régionaux et mondiaux est indispensable à une paix et une sécurité durables.

Dans le Nouvel Agenda pour la paix, le Secrétaire général appelle tous les États Membres à accorder la priorité à la prévention des conflits et à s'engager sur la durée

en faveur de la paix et de la sécurité. Nous souscrivons pleinement à cet appel et encourageons tous les États Membres à adopter des mesures collectives à cette fin et à s'appuyer sur les recommandations contenues dans la note d'orientation. Nous devons renforcer notre collaboration pour créer et étoffer un cadre qui non seulement réponde aux préoccupations immédiates en matière de paix et de sécurité, mais qui jette également les bases d'une stabilité à long terme et d'un développement durable. Nous exhortons en particulier tous les États Membres à investir dans des approches nationales de prévention qui soient inclusives et ancrées à l'échelon local, tiennent compte des risques de conflit et ont en leur cœur les droits humains. Il faut un dialogue inclusif qui englobe toutes les parties prenantes, y compris les femmes, aux niveaux national, régional et mondial. Nous devons renforcer la Commission de consolidation de la paix, qui joue un rôle crucial en s'attaquant aux racines des conflits et en abordant les liens entre la promotion de la paix et le développement. Le Groupe est favorable à une plus grande prise en compte des droits humains dans les travaux du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix, notamment par des réunions d'information selon que de besoin, ce qui est essentiel pour pouvoir agir avec la célérité voulue et mettre en place des mécanismes d'intervention rapide.

Je terminerai en invitant tous les États Membres à mettre pleinement à profit le prochain Sommet de l'avenir et à saisir cette occasion pour placer la prévention des conflits et les droits humains au premier plan des efforts de paix. Joignons nos forces pour renforcer la résilience et nous attaquer globalement aux causes profondes des conflits, de la violence et de l'insécurité, notamment en accélérant la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Je vais maintenant m'exprimer au nom de mon pays, le Mexique.

Le Mexique promeut des stratégies de sécurité publique liées au développement en abordant la question de manière globale à travers le prisme de la sécurité humaine. Nous avons mis en place une coordination interinstitutionnelle pour la promotion de la culture de la paix et la reconstruction du tissu social. Par là, nous voulons articuler une gouvernance efficace pour les populations en situation de vulnérabilité et de conflit.

Nous sommes fermement convaincus que le désarmement est la clef d'une paix durable. Notre région,

l'Amérique latine et les Caraïbes, est une pionnière de l'élimination des armes nucléaires depuis l'entrée en vigueur du Traité de Tlatelolco en 1969. Nous souscrivons également à la proposition de donner la priorité à la diplomatie préventive, y compris la médiation. En 2023, avec 10 autres pays de la région, le Mexique a créé le réseau ibéro-américain de médiatrices afin de promouvoir la participation des femmes aux processus de paix. Le Mexique est également favorable à ce que la Commission de consolidation de la paix soit un acteur clef du Nouvel Agenda pour la paix. Nous soulignons l'importance de renforcer son rôle de prévention lors du prochain examen du dispositif de consolidation de la paix. Mon pays continuera à promouvoir le rôle que les principaux organes des Nations Unies doivent jouer de façon interconnectée pour pleinement tirer parti de leur présence dans le monde, non seulement en matière de prévention des conflits armés, mais aussi pour faire face aux catastrophes naturelles, aux épidémies et aux pandémies, et les prévenir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle une nouvelle fois aux orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de trois minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afrique du Sud.

M. Van Schalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Sierra Leone d'avoir organisé le présent débat public sur la consolidation et la pérennisation de la paix, l'accent étant mis sur la prévention des conflits.

En tant que pays ayant connu une transition, l'Afrique du Sud estime que les conflits peuvent être évités et que la paix peut être pérennisée grâce à des politiques de consolidation de la paix définies au niveau national et spécifiques au contexte, qui visent à ancrer la paix dans la durée. La Commission de consolidation de la paix reste une instance de rassemblement et de conseil idoine pour accompagner les pays sortant d'un conflit dans leur cheminement souvent jalonné d'obstacles vers une paix durable. Le succès de la Commission de consolidation de la paix réside dans sa souplesse, qui permet aux pays de définir leurs propres priorités en matière de consolidation de la paix. Comme nous le savons, la consolidation de la paix doit s'adapter au contexte pour que les résultats soient durables. C'est pour cette raison que nous mettons en garde contre les tentatives d'imposer aux

pays des modèles de consolidation de la paix qui ne leur sont pas propres. L'Afrique du Sud soutient fermement le programme de prévention élargi, qui trouve un certain écho au sein de la Commission de consolidation de la paix. Cependant, nous estimons que la prévention des conflits dépasse le simple appui fourni par la Commission, car elle signifie quelque chose de différent pour chaque contexte national distinct.

Nous rappelons que les stratégies nationales de prévention ne constituent pas une nouvelle approche. De nombreux pays, dont l'Afrique du Sud, ne disposent pas d'une stratégie globale unique de prévention de la violence et des conflits, mais de diverses stratégies ou politiques sectorielles fondées sur les priorités nationales qui, ensemble, peuvent être considérées comme un cadre de prévention. Nous reconnaissons également que les stratégies nationales de prévention peuvent fournir des approches globales pour atténuer certaines formes de conflit, alors que les pays peuvent également mettre au point des démarches différentes pour prévenir les conflits. C'est pour cette raison que nous avons demandé au Secrétaire général de faire rapport sur les différentes approches en matière de prévention dans le projet de Pacte pour l'avenir. Cette vue d'ensemble permettrait à l'ONU de disposer d'une bonne base pour appuyer les stratégies ou les approches de prévention existantes dans chaque contexte spécifique. Il importe de souligner que la prévention des conflits est aussi fondamentalement liée à la nécessité de disséminer les bienfaits du développement afin que la violence, en particulier les conflits violents pour des ressources limitées, n'ait plus lieu d'être. Nous sommes donc très favorables à l'idée d'une prévention des conflits axée sur le développement, approche dont la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 est une composante indispensable.

Pour appuyer un développement concret dans les pays en développement, nous devons soutenir sans réserve des initiatives telles que le financement novateur de la consolidation de la paix, les réglementations ou structures fiscales internationales et les restructurations ou conversions de dette, prévenir les sorties illicites de capitaux, particulièrement en provenance d'Afrique, et insister sur une réforme plus globale de l'architecture financière internationale.

En 2024, il est impossible de séparer réellement le national de l'international, car les deux aspects sont inextricablement liés dans les parcours du conflit et du développement. Un Nouvel Agenda pour la paix ne peut se permettre de ne pas tenir compte de ces dynamiques

politiques dans la prévention des conflits s'il veut vraiment faire une différence.

Le Fonds pour la consolidation de la paix reste une source de financement cruciale pour la consolidation de la paix. Toutefois, il reste bridé par des contributions volontaires limitées, lesquelles devraient être affectées avant tout aux pays relevant d'un conflit, jusqu'à ce que le Fonds soit alimenté par des contributions statutaires, conformément à la résolution 78/257 de l'Assemblée générale. L'Afrique du Sud souhaiterait en outre que les bénéficiaires du Fonds soient davantage associés aux réunions de la Commission de consolidation de la paix. Cela donnerait des éclairages utiles sur les effets de la consolidation de la paix et serait susceptible d'améliorer encore les avis de la Commission.

Pour terminer, la consolidation et la pérennisation de la paix doivent être abordées via diverses initiatives aux niveaux national, régional et international. Elles doivent relever de la responsabilité collective de tous les acteurs concernés, y compris le secteur privé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Sierra Leone d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui et de nous donner l'occasion de partager nos vues sur l'approche la plus efficace pour mettre au point des mécanismes de prévention des conflits et remédier aux menaces à la paix du point de vue des institutions mondiales, régionales et nationales.

Nous souscrivons à la déclaration qui sera faite au nom de l'Union européenne.

Nous appuyons pleinement le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général et l'importance qu'il accorde à la prévention des conflits. Du fait de leur proximité avec les zones de tension, les organisations régionales sont des partenaires indispensables pour régler les causes profondes des conflits. Pour garantir l'efficacité de la prévention des conflits et de l'imposition, du maintien et de la consolidation de la paix, il est impératif d'accroître la coopération entre l'ONU et les organisations internationales compétentes et les organisations régionales.

La Pologne apprécie vivement les contributions qu'apporte la Commission de consolidation de la paix à l'appui des activités de consolidation de la paix dans les régions les plus vulnérables du monde, notamment via le Fonds pour la consolidation de la paix. Nous sommes fiers d'être membres de la Commission, et participons

activement à ses efforts de paix dans les pays touchés par un conflit en partageant nos connaissances et notre expérience. Durant notre mandat, nous avons préconisé de renforcer la résilience au niveau sociétal et national, d'élaborer des processus de paix inclusifs et de renforcer l'état de droit.

Nous sommes foncièrement attachés à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 consacrés à la réduction de la pauvreté et à la cohésion sociale. Remédier aux causes profondes de l'instabilité, notamment les inégalités économiques et l'exclusion sociale, est indispensable pour instaurer une paix et une prospérité durables. La Pologne souligne que renforcer la résilience au niveau sociétal et national est une pierre angulaire de cet effort, et insiste sur le rôle crucial des femmes et des jeunes, qui sont des agents de changement et contribuent à la consolidation de la paix. Se préparer, et réagir efficacement, aux chocs internes et externes permet d'atténuer les risques et de créer des environnements plus stables. Conformément à cet engagement, nous nous employons activement, au Conseil économique et social, à promouvoir les initiatives de renforcement de la résilience à l'échelle mondiale.

Pour compléter les efforts internationaux, nous mettons en œuvre des politiques nationales conçues pour améliorer le niveau de vie et la création d'emplois. Une stratégie clef à cet égard consiste à renforcer nos services publics de l'emploi afin d'améliorer l'efficacité du placement professionnel, de réduire les délais de recherche d'emploi et, en fin de compte, d'augmenter l'emploi et l'accès à un travail de qualité. Nous sommes impatients de partager nos meilleures pratiques en matière de création d'emplois et de bonne gouvernance, car elles sont primordiales pour favoriser la stabilité économique, l'harmonie sociale et les efforts de consolidation de la paix à long terme.

En guise de conclusion, la Pologne est déterminée à collaborer étroitement avec la communauté internationale pour relever les défis complexes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. En donnant la priorité à la prévention des conflits, en encourageant un développement durable et en construisant des sociétés résilientes, nous pouvons favoriser une culture de la consolidation de la paix et de la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Ćurić Hrvatinić (Croatie) (*parle en anglais*) : La Croatie s'associe à la déclaration qui sera faite au

nom de l'Union européenne. Je voudrais également faire quelques observations à titre national.

Je remercie les intervenants de leurs éclairages utiles. Je vous remercie aussi, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat important et opportun à l'approche du Sommet de l'avenir, au cours duquel la prévention des conflits sera examinée. Nous pensons que la présente séance sera très utile pour nos chefs d'État et de gouvernement.

Les sociétés du monde entier sont de plus en plus nombreuses à être aux prises avec des conflits dont les répercussions sont considérables. Il faut donc s'attaquer à cette question complexe en s'armant de détermination et en appliquant une approche multidimensionnelle. Il est impératif de se doter d'une stratégie à long terme consistant à investir dans la prévention des conflits et à identifier leurs causes profondes, car c'est ce qui permettra d'éviter les coûts dévastateurs qu'ont les conflits sur les plans humain, économique, social, environnemental et autres.

Au niveau mondial, nous devons renforcer une coopération multilatérale axée autour de l'ONU. Pour réussir à prévenir et régler les conflits, nous devons reconnaître que des problèmes tels que les changements climatiques, les inégalités multiples, l'instabilité économique, l'extrémisme violent et le terrorisme, pour ne citer qu'eux, sont de potentiels vecteurs de conflit. Dans le même temps, il est indispensable, pour améliorer les capacités de prévention des conflits, de promouvoir les normes et règles internationales et de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience. La Commission de consolidation de la paix est idéalement placée pour jouer à cet égard un rôle charnière d'instance collaborative faisant le lien entre les trois piliers de l'action de l'ONU.

À l'échelon régional, nous devons appuyer la création et le renforcement des organisations régionales et des cadres de coopération liés à la prévention des conflits, notamment les mécanismes d'alerte rapide et la coopération transfrontière, ainsi que les liens entre les efforts mondiaux et régionaux. Là encore, le palmarès, les compétences et l'expérience de la Commission de consolidation de la paix en matière de coopération et d'organisation de réunions annuelles avec divers partenaires, comme le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en font un exemple à suivre. La mise en place d'un réseau consacré à la paix durable pourrait également être envisagée pour resserrer davantage la coopération régionale et mondiale.

Au niveau national, la bonne gouvernance, l'état de droit, les institutions démocratiques, la transparence et les outils de responsabilisation sont essentiels. Mettre en œuvre des réformes axées sur l'inclusion et la justice sociale, élaborer des stratégies nationales de prévention des conflits, et mobiliser les femmes, les jeunes et d'autres parties prenantes concernées par la prévention des conflits sont les prémisses fondamentales d'une consolidation de la paix et d'une prévention des conflits durables. La Commission de consolidation de la paix a déjà tenu plusieurs réunions où divers pays ont présenté leurs stratégies nationales de prévention et de pérennisation de la paix et son action peut être encore renforcée à cet égard.

Pour finir, nous sommes convaincus que les concepts suivants sont essentiels à la prévention des conflits : la diplomatie préventive, pour remédier aux tensions sous-jacentes et empêcher les conflits de s'envenimer ; les mécanismes d'alerte et d'intervention rapide pour s'attaquer en temps utile aux conditions propices et aux crises émergentes ; des stratégies nationales d'analyse des conflits et de prévention afin d'identifier les causes profondes des conflits et l'efficacité des mesures de mise en œuvre ; et, enfin, le renforcement des capacités des fonctionnaires, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes compétentes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Émirats arabes unis.

M^{me} Shaheen (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier S. E. M. Timothy Kabba, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone, d'avoir organisé cette importante séance sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Je remercie également les intervenants de leurs exposés très utiles.

Tandis que nous nous attachons à trouver des solutions face aux crises qui s'aggravent autour de nous, nous ne saurions négliger l'importance de remédier aux causes profondes qui, fondamentalement, président à l'éclatement d'un conflit. Dans le cadre d'une approche globale de la pérennisation de la paix, des efforts concrets doivent être déployés, notamment en matière de diplomatie préventive, pour empêcher les conflits d'éclater, les régler, appuyer le relèvement postconflit et parer à une rechute. Le Conseil doit également exploiter les outils dont il dispose pour atteindre ces objectifs, en étroite coordination avec la Commission de consolidation de la paix. Quant à l'instauration de la paix, les principes de la tolérance et de la coexistence pacifique entre les communautés doivent être promus en parallèle de la lutte contre les discours de

haine, la désinformation et la désinformation, qui, très souvent, sont à l'origine des conflits et les alimentent.

De même, des problèmes tels que l'insécurité alimentaire et les déplacements forcés, qui sont à l'origine de conflits et de crises, peuvent être évités en prenant des mesures rapides pour atténuer les effets des changements climatiques, ainsi qu'en coordonnant et en élargissant les efforts internationaux en la matière, de sorte qu'ils ne se limitent pas à traiter et à gérer la crise climatique, mais qu'ils incluent également des mesures préventives. À cet égard, mon pays estime qu'une consolidation de la paix efficace exige de mettre l'accent sur les trois domaines suivants.

Premièrement, la consolidation de la paix passe par le renforcement de l'état de droit, ce qui nécessite d'élaborer des stratégies de police, en particulier dans les pays où les conditions de sécurité se détériorent. Ces stratégies doivent viser avant tout à permettre aux pays d'utiliser les technologies de pointe dans le cadre des activités policières, y compris les systèmes d'alerte rapide et la formation des forces de l'ordre conformément aux meilleures pratiques. Pour sa part, mon pays attache une importance particulière au renforcement des capacités en appuyant des initiatives pertinentes, au premier rang desquelles figurent le Sommet des chefs de police des Nations Unies de 2024 et l'atelier annuel sur la gestion de la performance des commandants des forces de police des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix.

Deuxièmement, nous devons investir dans la bonne gouvernance fondée sur l'état de droit. Des institutions solides sont les piliers les plus importants de la stabilité d'un pays. Il importe donc que les pays qui disposent d'une expérience remarquable en matière d'action gouvernementale et qui fournissent d'excellents services à leur population partagent leur expérience avec d'autres pays, notamment par le biais de programmes d'échange de connaissances. Depuis 2018, mon pays met en œuvre un programme qui a contribué à aider environ 35 pays, dont sept pays en situation de conflit et d'après-conflit, à suivre les tendances mondiales et à rattraper leur retard en matière de développement.

Troisièmement, les femmes doivent pouvoir participer pleinement, véritablement et sur un pied d'égalité avec les hommes aux secteurs de l'emploi et du développement, y compris dans le domaine de la sécurité. C'est pour cette raison que les Émirats arabes unis ont mis en place le programme de formation des élèves officières d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient, en étroite collaboration avec ONU-Femmes, et que mon pays accueillera,

en décembre, l'atelier mondial sur les femmes et la paix et la sécurité dans les activités de police menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix. S'il existe de nombreux exemples fructueux de femmes ayant joué un rôle important dans la consolidation de la paix, la médiation et la prévention des conflits, y compris en République centrafricaine, nous pouvons encore accomplir davantage si nous consacrons nos efforts collectifs à cette fin.

Pour terminer, le rétablissement de la paix exige avant tout le respect de l'humanité et un engagement envers le droit international et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. À l'approche du Sommet de l'avenir, qui se tiendra le mois prochain, et à la lumière de la vision exposée dans le Nouvel Agenda pour la paix, la communauté internationale a l'occasion de réaffirmer son attachement à la consolidation de la paix et à son intégration dans le multilatéralisme, afin de garantir des lendemains meilleurs aux générations d'aujourd'hui et de demain.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Maldives.

M^{me} Sameer (Maldives) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sierra Leone, en sa qualité de Présidente du Conseil pour ce mois, d'avoir organisé le présent débat public.

Si la consolidation et la pérennisation de la paix sont les résultats auxquels nous aspirons, le moyen efficace de les atteindre est la prévention des conflits. Une fois que cela est établi, les modalités d'action doivent être orientées vers la réalisation des objectifs de développement durable. En effet, comment peut-on rêver de paix, et a fortiori de paix durable, si l'on se heurte aux obstacles de la pauvreté ? Comment peut-on rêver d'une désescalade des conflits si l'on est confronté à la faim ? Comment peut-on rêver d'une coopération locale et internationale si les inégalités persistent au sein des pays et entre eux ? Si l'ONU veut nous faire rêver, il faut mobiliser les ressources et les financements nécessaires pour faire de la prospérité et du développement durable une réalité concrète.

Il ne fait aucun doute que les conflits découlent de la fragilité des structures politiques et sociales. Pour renforcer ces structures, les politiques et les mesures d'aide doivent être orientées vers le renforcement des capacités productives des États. Ces politiques et ces mesures d'aide ne doivent pas être exécutées selon un modèle unique ; elles doivent tenir compte du contexte local et des causes profondes à l'origine des bouleversements politiques qui

entraînent un conflit dans un pays ou une région. Elles doivent également tenir compte des besoins locaux dont la satisfaction est nécessaire pour, dans un premier temps, instaurer la paix, puis pour la pérenniser. C'est la clef d'une prévention efficace des conflits.

Les Maldives ont toujours proclamé l'importance de la bonne gouvernance. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour rapprocher le Gouvernement et les citoyens, l'Administration actuelle a lancé le portail « Citizens Voice », un mécanisme de soumission de plaidoyers par lequel les citoyens peuvent faire part de leurs préoccupations directement au Président. De janvier à avril de cette année, l'Administration a également organisé trois sessions publiques avec le Président et les ministres afin d'engager un dialogue avec les citoyens et de répondre aux questions relatives à la politique publique.

Les avantages sociaux concrets résultant d'une capacité productive accrue constituent aussi un domaine important, qui est essentiel pour des pays comme les Maldives et d'autres petits États insulaires en développement (PEID) afin de maintenir la stabilité politique et de libérer les individus des conditions de vulnérabilité qui les exposent à la violence. À cette fin, le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les PEID envisage un héritage fondé sur l'édification d'économies résilientes, qui va de pair avec la consolidation de la paix et sa pérennisation ultérieure. Nous espérons que ces concepts seront également reflétés dans les textes issus du Sommet de l'avenir.

La coopération internationale et la compréhension de tous les problèmes mondiaux communs sont fondamentales. Un adage local dit que si l'on tire sur une seule extrémité, elle ne se resserrera pas ; mais son sens profond est que, lorsqu'une situation particulière exige une collaboration, on n'obtiendra aucun résultat si une seule partie s'y engage. Dans ce sens, la prévention des conflits et la recherche de la paix exigent une collaboration. Et sans l'aide des pays développés ni les ressources nécessaires pour investir dans les capacités productives qui contribueront à la réalisation des objectifs de développement durable, l'effet multiplicateur de la prévention des conflits ne se concrétisera jamais.

Aujourd'hui, alors que nous parlons d'efforts concertés pour promouvoir la paix et la sécurité mondiales, nous devons nous concentrer sur les questions les plus pertinentes. À cet égard, nous devons comprendre et combler les lacunes du système multilatéral qui empêchent d'instaurer la paix au Moyen-Orient. Nous devons prendre des mesures renforcées pour mettre fin immédiatement aux actes génocidaires commis par Israël en Palestine. Nous

devons chercher à régler le conflit dans le cadre d'une solution prévoyant deux États, par la création d'un État palestinien indépendant et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale, sur la base des frontières d'avant 1967.

Avant de conclure, je voudrais réaffirmer l'engagement des Maldives à collaborer avec le Conseil et tous ses mécanismes axés sur la prévention des conflits et la recherche de la paix dans le cadre de l'ONU.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Népal.

M. Thapa (Népal) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la présidence sierra-léonaise du Conseil d'avoir organisé le présent débat public de haut niveau.

Nous nous trouvons aujourd'hui à la croisée des chemins dans notre quête de paix et de sécurité internationales. Nous nous heurtons à une multitude de défis dans les efforts que nous déployons pour consolider et pérenniser la paix, qu'il s'agisse des tensions géopolitiques, de la multiplication des conflits, des disparités économiques ou des troubles sociaux. Les approches traditionnelles pour faire face aux conflits ne suffisent plus. Comme le reconnaît le Nouvel Agenda pour la paix, nous avons besoin d'un changement de paradigme en faveur de la prévention, en accordant une attention particulière aux stratégies de pérennisation de la paix à tous les stades du cycle des conflits, à savoir avant, pendant et après les conflits. Dans ce contexte, je voudrais souligner quelques points aujourd'hui.

Premièrement, nous devons mettre l'accent sur la diplomatie préventive, les systèmes d'alerte précoce et les interventions rapides. Nous devons privilégier une approche intégrée à l'échelle du système, utiliser les outils appropriés et mobiliser des ressources pour réagir dès les premiers signes de conflits. Le Népal est convaincu que les bons offices du Secrétaire général peuvent jouer un rôle crucial dans la médiation, la facilitation et des dialogues constructifs pour prévenir les conflits et instaurer la paix, en réunissant tous les acteurs politiques et en favorisant la confiance et la collaboration entre eux.

Deuxièmement, s'appuyant sur sa propre expérience en matière de consolidation de la paix, le Népal souligne la nécessité de veiller à ce que le processus de paix et les efforts de consolidation de la paix soient dirigés, contrôlés et menés par les pays eux-mêmes, afin d'en garantir la légitimité et l'efficacité.

Troisièmement, il est impératif de s'attaquer aux causes profondes des conflits. Étant donné que la paix et le développement durable se renforcent mutuellement, nous devons accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Si la réalisation des ODD accuse un retard important, nous devons renouveler notre engagement et notre solidarité, fournir de nouveaux financements et prendre des mesures supplémentaires pour remettre ces objectifs sur la bonne voie, avec la priorité et l'urgence qui s'imposent.

Quatrièmement, nous devons veiller à ce que toutes les voix, y compris celles des populations marginalisées et vulnérables, soient entendues et prises en considération dans les processus politiques, la gouvernance et la prise de décisions. Nous soulignons qu'une véritable participation des femmes, des jeunes et des minorités ethniques et religieuses est indispensable à la mise en place d'une architecture et d'institutions de gouvernance résilientes.

Cinquièmement, il est primordial de renforcer les partenariats et la collaboration entre les organisations internationales, notamment les institutions financières internationales, l'ONU et les organisations régionales, et le secteur privé. Ces partenariats sont importants pour détecter et traiter les signes avant-coureurs de conflits et promouvoir un développement inclusif. De même, il faut établir de solides partenariats régionaux pour relever les défis communs tels que le terrorisme transfrontière, la criminalité organisée et les migrations.

Sixièmement, nous soulignons l'importance d'un dialogue régulier et d'une coopération solide entre le système des Nations Unies, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission de consolidation de la paix afin de mieux exploiter les outils de prévention et de consolidation de la paix, tout en reconnaissant le lien qui existe entre l'aide humanitaire, la paix et le développement. Nous attendons avec intérêt l'examen du dispositif de consolidation de la paix qui se tiendra en 2025, pour que la prévention soit intégrée systématiquement dans ces efforts.

Enfin, en tant que premier pays fournisseur de contingents et de personnel de police, le Népal souligne la nécessité d'un retrait sans heurts et durable des opérations de maintien de la paix afin que les acquis de la paix puissent être préservés et promus.

Pour terminer, pour consolider et pérenniser la paix, nous devons adopter une approche globale qui favorise un dialogue inclusif, assure un développement durable

et s'attaque aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, les inégalités et l'exclusion. Il nous incombe d'aider les pays qui en ont besoin en leur fournissant des ressources, des capacités et des technologies adéquates.

Réaffirmons notre engagement à créer un monde où on prévient les conflits avant qu'ils n'éclatent et où la paix et la stabilité ne sont pas seulement des aspirations, mais des réalités pour tous. En tant que pays sortant d'un conflit, le Népal est prêt à partager les enseignements tirés de son expérience en matière de consolidation et de pérennisation de la paix et de prévention des conflits potentiels.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président. C'est un plaisir de vous voir présider le Conseil. Je remercie la Sierra Leone d'avoir organisé ce débat important, qui arrive à point nommé. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à S. E. M. Musa Timothy Kabba, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone, qui a présidé ce débat plus tôt dans la journée. Nous remercions également la Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et la sécurité, ainsi que les autres oratrices et orateurs de leurs exposés instructifs.

On dit que toute politique est locale, et il en est de même de la consolidation de la paix, de la pérennisation de la paix et de la sécurité. Nous sommes attachés au concept de stratégies de prévention de la violence menées au niveau national, décrit dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général. Les succès en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits, comme celui qu'a connu la Sierra Leone, doivent beaucoup à une approche éclairée visant à renforcer la confiance et l'inclusion aux niveaux local et national. Le Pakistan a également pu lutter efficacement contre le terrorisme dans les régions frontalières grâce à l'appui, à l'assistance et à la participation des communautés locales. La version actualisée du plan d'action national pakistanais de lutte contre le terrorisme, que nous avons appelé *Azm-e-Istehkam*, ou « Détermination », repose sur la collaboration avec les communautés locales pour exclure et éliminer la violence, l'extrémisme violent et le terrorisme. Il est primordial de garantir la sécurité des populations, de répondre à leurs besoins élémentaires et de leur fournir des services de base pour renforcer la cohésion sociale et la confiance, et pour vaincre la violence, la criminalité et le terrorisme.

Toutefois, ces stratégies nationales de prévention des conflits, bien que nécessaires, sont insuffisantes pour faire face aux crises complexes auxquelles nous sommes confrontés en Afrique et ailleurs. La prolifération de la plupart de ces conflits est causée par des facteurs à la fois endogènes et exogènes, qu'il convient de comprendre et auxquels il faut remédier. Les causes profondes de ces conflits vont de l'héritage du colonialisme aux luttes internes pour des denrées alimentaires, de l'eau et des pâturages rares, en passant par la concurrence extérieure pour des ressources nationales précieuses, la quête d'hégémonie régionale ou mondiale, et les interventions destinées à réprimer la lutte des peuples pour se réapproprier leur destin politique et économique. Les conséquences de l'occupation étrangère ne sont nulle part aussi évidentes qu'au Jammu-et-Cachemire occupé et en Palestine. Il est clair que le Conseil a la responsabilité de mettre fin à la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza.

Les stratégies nationales de prévention des conflits ne peuvent être couronnées de succès que si elles sont accompagnées d'autres mesures régionales et internationales visant à s'attaquer à certaines des principales causes des conflits, comme la pauvreté, le chômage, l'injustice, l'exploitation des ressources nationales et l'intervention extérieure. Malheureusement, les stratégies internationales pour s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, de l'extrémisme violent et des activités criminelles sont soit inexistantes, inadéquates ou contre-productives. Par exemple, les pays du Sahel et d'autres zones de conflit ont besoin d'un appui économique et financier considérable pour sortir de la pauvreté et de la misère, qui sont sources de conflit. Pourtant, malgré les promesses, la solidarité internationale fait défaut. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) l'a démontré on ne peut plus clairement. La plupart des pays situés dans des zones de conflit sont également en situation de surendettement. Pourtant, seuls quatre d'entre eux ont réussi à obtenir une restructuration partielle, et pas très généreuse, de leurs dettes.

Au contraire, lorsque des conflits éclatent, la réponse consiste souvent à imposer des sanctions, qui pénalisent principalement les pauvres et exacerbent les facteurs de conflit, ou à recourir à des interventions sous différentes formes, qui, le plus souvent, sont contre-productives. Ce qu'il faut, c'est une stratégie globale et intégrée qui offre un appui régional et international aux efforts nationaux de prévention et de règlement des conflits. Dans le cadre de cette stratégie, il faut apporter un appui économique et financier aux États en difficulté afin de créer des emplois et de susciter la confiance et l'espoir ; renforcer

les capacités, afin de permettre aux gouvernements de fournir les services de base nécessaires aux populations locales ; mettre un terme à l'exploitation extérieure, qui alimente la violence et le terrorisme ; déployer des efforts en toute bonne foi pour régler les conflits aux niveaux local et régional ; apporter un soutien régional et international aux opérations de sécurité et de lutte contre le terrorisme ; et réexaminer les sanctions qui ont été imposées de manière irréfléchie, qui pénalisent principalement les citoyens ordinaires.

Nous sommes convaincus que ce débat au sein du Conseil, organisé en temps opportun, favorisera une nouvelle réflexion en vue d'élaborer des approches efficaces pour prévenir les conflits, régler les différends et consolider la paix dans les nombreux pays qui sont actuellement en situation de conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Maroc.

M^{me} Moutchou (Maroc) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour la tenue de ce débat très important, et saluer la participation distinguée du Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone et de l'ensemble des intervenants.

Le Maroc réitère son plein soutien au Nouvel Agenda pour la paix, qui confirme l'urgence de renforcer les efforts multilatéraux et d'œuvrer en faveur de la paix dans un contexte international complexe et agité. Cet agenda offre des recommandations concrètes à même de trouver des solutions à nos défis communs et aux menaces nouvelles et émergentes.

L'engagement du Maroc en faveur de la paix, la tolérance et la sécurité internationale se concrétise par la mise en œuvre de plusieurs initiatives aux niveaux national, régional et international dans le cadre d'une approche globale, multidimensionnelle et ciblée. Dans ce cadre, ma délégation souhaite citer les éléments suivants.

Premièrement, le rôle du Maroc en tant qu'initiateur de plusieurs documents onusiens qui consacrent le dialogue interreligieux et interculturel, et prohibent et criminalisent le discours de haine, comme on témoignent les résolutions 73/328 et 77/318 de l'Assemblée générale, ainsi que la résolution 75/309, qui proclame le 18 juin de chaque année comme Journée internationale de la lutte contre les discours de haine. Dans ce cadre, il sied de rappeler le discours de S. M. le Roi Mohammed VI, adressé à la quinzième Conférence du Sommet de l'Organisation

de la coopération islamique, le 4 mai dernier, dans lequel Sa Majesté a souligné :

« Nous sommes ainsi vivement préoccupés par la montée des discours incitant à la haine, qui font de plus en plus de victimes. Ce fléau, en alimentant le cercle de la violence et de l'instabilité, constitue une grave menace pour la paix et la sécurité dans de nombreuses régions du monde ».

Sa Majesté a également affirmé que la résolution 77/318 « permettra d'opérer un saut qualitatif en matière d'actions de lutte contre le phénomène d'extrémisme et les discours de haine ».

Deuxièmement, le Maroc a très tôt pris conscience du nexus entre la paix, la sécurité et le développement humain. À ce titre, il a mis en œuvre plusieurs initiatives qui placent le développement humain au cœur de ses stratégies nationales, notamment à travers l'Initiative nationale de développement humain, dont la troisième phase bénéficie d'un financement de 18 milliards de dirhams marocains sur cinq ans, se focalisant sur l'impulsion du capital humain, la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté et la promotion de l'inclusion économique des jeunes. En outre, le Maroc considère que l'éducation est un élément fondamental et clef pour assurer le développement et l'entretien d'une culture de paix et lutter contre la discrimination et l'extrémisme violent. Le système éducatif marocain inculque, dès le premier âge, les vertus de l'ouverture, de la diversité culturelle et culturelle et de la promotion des valeurs universelles des droits humains.

Troisièmement, le Maroc contribue de manière consistante aux opérations de maintien de la paix. En effet, le Royaume est l'un des plus anciens et importants contributeurs de troupes en Afrique et dans le monde. Plus de 75 000 membres des Forces armées royales sont déployés dans le cadre de 15 opérations de maintien de la paix de l'ONU sur tous les continents, et ce, depuis 1960.

Quatrièmement, le Maroc est fortement conscient de la contribution des femmes en tant que mécanismes primordiaux d'alerte rapide sur les tensions dans les relations sociales, leur sensibilisation aux menaces sur la sécurité personnelle, familiale et communautaire, leur interprétation de l'extrémisme dans les discours locaux et leur rôle dans la médiation. Le Royaume participe activement à nombre d'initiatives, portant notamment sur la promotion de la médiation et la formation des Mourchidates. L'égalité hommes-femmes est le fondement d'une société juste, démocratique, paisible et égalitaire. À ce titre, S. M. le Roi Mohammed VI a souligné que :

« La question exige, sans aucun doute, un renouveau global, par une transformation profonde des mentalités archaïques et de la conscience collective ».

Enfin, cinquièmement, le Maroc participe activement à la promotion d'un multilatéralisme basé sur la paix, la stabilité, la solidarité, la coopération internationale, le respect mutuel et le développement durable, aux niveaux mondial et continental, en tant que principes fondamentaux et constants dans ses relations constructives et fructueuses, y compris dans le cadre d'une coopération Sud-Sud solidaire et agissante. Dans ce cadre, le Maroc estime que le Sommet de l'avenir sera une opportunité incontournable pour consolider nos engagements communs, renforcer la confiance sur les priorités mondiales et soutenir une bonne gouvernance, capable de trouver des solutions multilatérales pour un avenir meilleur.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Bulgarie.

M^{me} Stoeva (Bulgarie) (*parle en anglais*) : La Bulgarie s'associe à la déclaration qui sera prononcée au nom de l'Union européenne, et je voudrais attirer l'attention sur quelques points supplémentaires.

Je tiens tout d'abord à remercier la Sierra Leone d'avoir organisé ce débat public de haut niveau. Je voudrais également remercier les intervenants de leurs exposés édifiants et de leurs analyses des tendances sur le terrain.

Ce débat se tient à un moment critique. Le Nouvel Agenda pour la paix, proposé par le Secrétaire général, a donné un nouvel élan à nos efforts pour renforcer la sécurité collective, en plaçant la prévention au centre. Les préparatifs du Sommet de l'avenir ont atteint la phase finale. L'examen du dispositif de consolidation de la paix prévu en 2025 sera l'occasion d'améliorer encore l'action de l'ONU en matière de consolidation de la paix. Pour répondre à la demande croissante d'initiatives de consolidation de la paix, l'Assemblée générale a décidé que le Fonds pour la consolidation de la paix serait financé notamment au moyen de contributions statutaires.

En m'appuyant sur notre engagement à renforcer le multilatéralisme dans un contexte de conflits mondiaux extrêmement préoccupants, je voudrais formuler quelques observations sur les moyens d'accroître l'efficacité des efforts de prévention en mettant l'accent sur la mise en œuvre et l'impact sur le terrain, en tenant compte de l'expérience de notre pays, qui a assuré la présidence du

Conseil économique et social et qui a été membre de la Commission de consolidation de la paix en 2022 et 2023.

Les deux réunions consacrées à cette question – la réunion spéciale du Conseil économique et social sur le thème « Libérer le pouvoir de transformation de l'objectif de développement durable n°16 : améliorer la gouvernance et réduire la corruption », tenue en mai 2023, et la réunion conjointe du Conseil économique et social et de la Commission de consolidation de la paix sur le thème « L'importance des objectifs de développement durable pour associer paix et développement sur le terrain, tenue en juin 2023 – ont mis davantage en évidence les liens entre la prévention, le développement et la sécurité et ont permis de présenter des idées sur la façon d'améliorer l'efficacité des efforts de prévention en rendant opérationnels les cadres et les initiatives nationaux, régionaux et mondiaux.

Il en est ressorti que les éléments suivants sont essentiels si nous voulons élaborer des stratégies de prévention efficaces.

Premièrement, pour que les processus de consolidation de la paix débouchent sur une paix et un développement durables, ils doivent être ancrés dans des efforts pris en charge et dirigés au niveau national et mieux soutenus par l'Analyse commune de pays de l'ONU et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Deuxièmement, l'inclusion est un élément essentiel pour formuler et faire progresser les priorités nationales en matière de consolidation de la paix. Par conséquent, il convient de mieux écouter et prendre en compte les voix et les perspectives des partenaires locaux sur le terrain.

Troisièmement, les liens entre la paix, le développement et les droits humains, qui ont été bien établis, justifient à la fois la nécessité d'adopter une approche globale pour aider les pays à s'attaquer aux causes profondes des conflits et la nécessité d'améliorer la coordination entre les entités des Nations Unies et leurs partenaires de développement sur le terrain.

Quatrièmement, il est fondamental de faire un meilleur usage des organes de l'ONU existants et d'améliorer la coordination entre leurs efforts. Les coordonnateurs résidents, ainsi que le débat consacré aux activités opérationnelles de développement et le débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social, peuvent être des cadres permettant de briser les silos qui caractérisent le système des Nations Unies et de remédier aux inefficacités qui en résultent. L'optimisation de la

coopération sur le terrain entre les organismes, les fonds et les programmes afin de mieux soutenir les priorités nationales en matière de consolidation de la paix permettra de mieux harmoniser l'action de l'ONU avec celle des institutions financières internationales.

Enfin, les pays et les régions manifestant une volonté croissante de collaborer avec la Commission de consolidation de la paix, l'importance de son rôle est de plus en plus reconnue et le Nouvel Agenda pour la paix offre l'occasion, y compris pour le Conseil, de renforcer les rôles consultatif et fédérateur de la Commission et d'élargir la portée de ses travaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

M. Umarov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence sierra-léonaise du Conseil d'avoir organisé cet important débat sur la consolidation et la pérennisation de la paix, en mettant l'accent sur les stratégies de prévention des conflits aux niveaux national et régional.

Le Kazakhstan estime que la prévention et la pérennisation de la paix constituent une aspiration fondamentale de l'humanité. Il s'agit du moyen le plus efficace de remédier aux conflits et à leurs conséquences dévastatrices. Dans notre monde de plus en plus interconnecté, marqué à la fois par des possibilités sans précédent et des problèmes complexes, l'impératif de cultiver la paix n'a jamais été aussi urgent.

Le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général fournit un cadre global pour renforcer la prévention des conflits. Nous estimons que son application concrète nécessite des efforts intégrés et concertés à tous les niveaux.

Au niveau national, les stratégies de prévention doivent être ancrées dans une participation inclusive, le respect des droits humains et l'état de droit. Il est impératif de créer un environnement dans lequel tous les citoyens se sentent à même de contribuer et concernés par l'avenir de leur pays. Il est également essentiel de s'attaquer aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, les inégalités et la discrimination. Nous mettons donc en œuvre des réformes démocratiques de grande envergure, qui ont pour but de renforcer les droits humains et l'état de droit et de bâtir un État économiquement stable et socialement juste, un nouveau Kazakhstan fondé sur le principe qui consiste à ne laisser personne de côté.

Au niveau régional, nous devons renforcer les mécanismes de coopération et de coordination afin d'identifier et de combattre les menaces émergentes. Les organisations régionales jouent un rôle crucial dans la promotion du dialogue, des mesures de confiance et de la diplomatie préventive.

Nous devons également réfléchir à des idées novatrices pour accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable. De nouvelles approches pour la coordination, l'interconnexion et la cohérence régionales sont nécessaires afin de rationaliser les travaux de l'ONU. Dans cet esprit, nous avons proposé d'établir un centre régional des Nations Unies pour les objectifs de développement durable en Asie centrale et en Afghanistan dans notre capitale méridionale, Almaty.

Il est essentiel de mobiliser la volonté politique, les ressources et les capacités nécessaires pour soutenir ces efforts. Nous appelons tous les États Membres à donner la priorité à la prévention des conflits dans leurs programmes nationaux et à allouer des ressources adéquates à cette fin. Le système des Nations Unies, y compris la Commission de consolidation de la paix, à qui incombe la responsabilité unique d'appuyer nos efforts collectifs pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de prévention, doit jouer un rôle crucial en fournissant une aide technique et au renforcement des capacités aux pays et aux régions. Les opérations de maintien de la paix restent également un outil important en vue de pérenniser la paix. Le Kazakhstan continue d'accroître sa contribution aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et nous soutenons pleinement l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général.

Nos centres nationaux de formation au maintien de la paix, tels que le Centre kazakhstanais de formation au maintien de la paix, le Centre de déminage et le Centre d'excellence pour la médecine militaire, dont les programmes sont reconnus par l'ONU, continueront à former des femmes et des hommes, ainsi que des experts civils et militaires de la région.

Actuellement, près de 150 militaires kazakhstanais participent aux missions des Nations Unies. Nous sommes prêts à élargir encore notre contribution en déployant des unités militaires spécialisées et du matériel militaire au sein de multiples opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le présent débat public offre une occasion précieuse de contribuer aux négociations en cours sur le Pacte pour l'avenir. Nous sommes favorables à l'inclusion d'une formulation forte sur la prévention des conflits dans le document final, qui doit souligner l'importance de

l'alerte rapide, de la diplomatie préventive et la nécessité de lutter contre les causes profondes des conflits.

Pour terminer, le Kazakhstan s'engage à travailler avec tous les États Membres pour promouvoir la consolidation et la pérennisation de la paix. Nous sommes convaincus qu'en mettant l'accent sur la prévention, nous pourrions créer un monde plus pacifique et plus prospère pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Fedele (Italie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le débat public d'aujourd'hui.

L'Italie s'associe à la déclaration que va prononcer le représentant de l'Union européenne et souhaite ajouter plusieurs observations à titre national.

Il y a un an, le Nouvel Agenda pour la paix a envoyé un message clair : pour consolider et pérenniser la paix, les États Membres doivent trouver un terrain d'entente, même en des temps difficiles comme ceux que nous connaissons actuellement. Un an plus tard, les crises dramatiques en cours confirment la justesse de ce message. Le coût des conflits devenant de plus en plus insupportable, il est temps de changer de paradigme et d'adopter une approche de prévention des conflits fondée sur des valeurs universelles, telles que les droits humains et l'état de droit, tout en respectant pleinement l'appropriation nationale.

Le parcours vers la prévention des conflits n'est toutefois ni simple ni direct. Il requiert de la volonté politique, de la solidarité et des comportements responsables. Cette solidarité doit se manifester entre les pays et être ancrée dans les principes directeurs consistant à ne laisser personne de côté, à reconnaître que le manque de développement est l'un des principaux moteurs des conflits, de la violence et de l'insécurité et à reconnaître en conséquence la nécessité d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. C'est aux pays qu'il incombe de faire preuve de responsabilité, sur la base d'un pacte social entre les gouvernements et leurs communautés. Il y a, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau international, des libertés à préserver, des droits humains à défendre, l'autonomisation des femmes et des jeunes à réaliser, et l'état de droit à faire appliquer.

Tout pays qui viole le droit international devient lui-même un facteur de conflit et d'insécurité, ce qui freine le développement. Les engagements universels énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment le

respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, ne peuvent pas être contestés. La solidarité et la responsabilité, la prévention et l'appropriation nationale doivent donc aller de pair.

Pour toutes ces raisons, l'Italie approuve pleinement la vision du Nouvel Agenda pour la paix, à savoir un système de prévention des conflits généralisé et partant de la base, fondé sur l'élaboration de stratégies nationales ancrées dans les droits humains et l'état de droit. Les stratégies nationales de prévention doivent tirer parti du rôle des organisations régionales et bénéficier d'un soutien efficace et concret de la part de l'ONU, dans le plein respect des principes de solidarité, de complémentarité et d'appropriation nationale.

En ce qui concerne la prévention des conflits, le Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix et les organisations régionales doivent être sur la même longueur d'onde. Et les organisations régionales doivent être associées au processus décisionnel qui conduit à l'adoption de résolutions pertinentes.

La récente décision d'accorder à l'Union africaine une invitation permanente aux réunions de la Commission de consolidation de la paix constitue un excellent pas dans la bonne direction. C'est une décision que l'Italie a défendue et que nous accueillons avec une grande satisfaction. La participation de l'Union africaine aux réunions de la Commission de consolidation de la paix est conforme aux objectifs de la Commission et apportera la contribution utile d'un acteur clef.

Enfin, l'Italie considère la prévention des conflits comme un pilier du Nouvel Agenda pour la paix et du Sommet de l'avenir, mais aussi comme un principe directeur de l'examen du dispositif de consolidation de la paix, avec la Commission de consolidation de la paix en son centre. À l'approche des phases finales des négociations, l'élaboration de stratégies nationales de prévention, dans le plein respect du principe d'appropriation nationale, doit être un résultat concret du Pacte pour l'avenir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Royaume des Pays-Bas.

M^{me} Tahzib-Lie (Royaume des Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à exprimer la sincère reconnaissance de mon pays à la Sierra Leone pour avoir organisé l'important débat d'aujourd'hui, et je remercie tous les intervenants. Ce débat nous permet d'apprendre de nos meilleures pratiques mutuelles et de partager nos perspectives nationales sur la prévention des conflits.

En outre, dans le contexte du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, l'appropriation et le leadership nationaux sont essentiels pour traiter efficacement les questions complexes en jeu. Nous pensons que tous les États doivent investir dans la lutte contre les causes profondes des conflits.

Premièrement, afin d'éviter l'escalade des conflits et de pérenniser la paix, nous devons nous concentrer sur le renforcement du contrat social entre les personnes, les communautés et les autorités. La confiance institutionnelle et interpersonnelle peut être établie lorsque nous plaçons la sécurité, les besoins, les expériences et les idées des personnes dans la recherche de solutions au cœur de tous nos efforts. Nous considérons cela comme une approche centrée sur l'être humain, qui comprend l'égalité d'accès à la justice et la prise en compte de la protection physique, de la santé mentale et du soutien psychosocial dans nos efforts de prévention des conflits.

Deuxièmement, nous avons tous besoin d'un ordre juridique opérationnel qui garantisse le respect de l'état de droit, car cela nous permet de traiter les griefs et les injustices de manière pacifique et efficace. Lorsque les problèmes ne sont pas traités ou que la voie de la justice est bloquée, les gens peuvent chercher à obtenir réparation par des moyens violents, ce qui peut entraîner des déplacements et des migrations irrégulières.

Troisièmement, le Royaume des Pays-Bas estime que l'intégration d'une perspective psychosociale dans les efforts de prévention et de consolidation de la paix atténuera les effets des conflits, en particulier parce que cela contribue à renforcer la confiance et la résilience au niveau individuel et au niveau de la communauté locale. Aussi nous félicitons-nous de l'attention accrue portée aux aspects psychosociaux de la consolidation de la paix, en particulier par le Fonds pour la consolidation de la paix. En tant que donateur du Fonds, mon pays a, par exemple, soutenu des projets de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'UNICEF et de l'Organisation internationale pour les migrations. Ces projets contribuent à améliorer le soutien psychosocial et les soins de santé mentale pour les jeunes touchés par le conflit en Somalie.

Quatrièmement et enfin, en tant que nouveau membre de la Commission de consolidation de la paix pour la période 2025 – 2026, le Royaume des Pays-Bas se réjouit à la perspective de favoriser la coopération et de combler le fossé entre les gens et les autorités. Nous sommes convaincus qu'il est essentiel de placer les besoins et les aspirations des personnes au premier plan de tous nos efforts.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Thaïlande.

M. Vichankaiyakij (Thaïlande) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous exprimer nos remerciements et notre gratitude, Monsieur le Président, pour avoir organisé ce débat très opportun et pertinent dans un contexte de conflits croissants à travers le monde. Nous tenons également à remercier tous les intervenants de leurs exposés et de leurs observations.

La Thaïlande se félicite de l'initiative du Secrétaire général concernant le Nouvel Agenda pour la paix. Il est essentiel que nous fassions des progrès en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour souligner les points suivants.

Premièrement et avant tout, nous devons nous attaquer à toutes les causes profondes des conflits, y compris les disparités socioéconomiques, la marginalisation, la pauvreté, les inégalités au sein des pays et entre eux, et les divisions dans le monde. Pour contribuer à prévenir ces causes, il importe d'accélérer nos efforts pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier dans les domaines de l'autonomisation des personnes, de l'éducation, de la fourniture de soins de santé, du travail et de la participation inclusive à la prise de décision à tous les niveaux.

Deuxièmement, la prévention des conflits exige d'associer toutes les parties prenantes sans exclusive à la lutte contre les inégalités fondamentales. Nous devons mettre l'accent sur l'autonomisation et la participation de toutes les personnes au continuum de la paix. La Thaïlande soutient le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Comme il est reconnu dans la résolution 1325 (2000), les conflits armés ont des effets sur les femmes et celles-ci ont donc un rôle à jouer en contribuant à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Il faut mettre un terme à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles. Par ailleurs, l'éducation et l'égalité des chances dans la prise de décision sont indispensables pour autonomiser les femmes. Les jeunes peuvent jouer un rôle crucial pour remédier aux problèmes économiques et sociaux grâce à leur capacité singulière de promouvoir une culture de paix et un dialogue interconfessionnel et interculturel, ainsi que de jeter des ponts entre les différents groupes et générations.

Troisièmement, les pays des régions touchées doivent pouvoir participer au recensement des voies et moyens permettant de prévenir les conflits et de consolider

la paix. Nous souscrivons à l'appel lancé dans le Nouvel Agenda pour la paix en faveur du renforcement des partenariats entre l'ONU et les organisations régionales. Dans notre région, l'Asie du Sud-Est, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a réalisé des progrès en matière de diplomatie préventive et de prévention des conflits grâce à ses efforts d'élaboration de normes et de renforcement des communautés et à ses politiques pratiques fondées sur les défis auxquels nous sommes confrontés. La Thaïlande est fermement convaincue que le Conseil de sécurité doit être réformé pour refléter une représentation géographique plus large, un équilibre entre les régions et une meilleure représentation des pays en développement.

Quatrièmement, les politiques de prévention des conflits doivent être menées par les parties prenantes nationales et guidées par les priorités et les intérêts nationaux respectifs. La Thaïlande estime qu'il est essentiel de fournir un soutien financier et technique aux parties prenantes pour les activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Les efforts de la Thaïlande sont guidés par les principes de sa philosophie de l'économie de suffisance, qui s'aligne étroitement sur les objectifs de développement durable. À travers l'Agence thaïlandaise de coopération internationale et notre participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, nous appliquons une approche centrée sur les personnes dans nos programmes de coopération technique et de renforcement des capacités pour les pays touchés par des conflits. Ces programmes visent à répondre aux besoins des communautés locales dans des domaines tels que l'agriculture, l'eau et la gestion des terres.

Le Sommet de l'avenir approche à grands pas. Ce sera pour nous une excellente occasion d'œuvrer à la prévention des conflits dans le cadre du Nouvel Agenda pour la paix. Nous aurons la possibilité de démontrer la force et la profondeur des efforts que nous déployons, par la diplomatie et le dialogue, pour surmonter nos différences et mettre fin aux hostilités.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Danemark.

M^{me} Landi (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de faire cette déclaration au nom des pays nordiques, à savoir la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et mon propre pays, le Danemark. Nous remercions la Sierra Leone d'avoir organisé cet important débat public et nous exprimons notre gratitude aux intervenants

pour avoir partagé leurs points de vue sur le renforcement des efforts en matière de prévention des conflits.

Nous sommes aujourd'hui à un mois du Sommet de l'avenir, un moment décisif qui mettra à l'épreuve notre capacité à revigorer le multilatéralisme. Je voudrais faire trois observations.

Premièrement, la prévention et une paix durable sont mieux assurées par des approches qui mobilisent l'ensemble de la société et se fondent sur la collaboration entre les autorités et la société civile à tous les niveaux. Il n'existe pas de solution passe-partout. L'appropriation nationale garantit que les mesures de prévention des conflits sont adaptées aux contextes politiques et socio-économiques propres à chaque pays, afin d'en assurer la légitimité et l'efficacité. Les pays nordiques reconnaissent l'importance de stratégies de prévention nationales et régionales efficaces ainsi que la nécessité d'un financement adéquat, prévisible et durable pour la consolidation de la paix.

Deuxièmement, il est essentiel d'investir dans les infrastructures locales de paix et de renforcer les institutions locales. Une gouvernance locale efficace, responsable et inclusive s'est avérée importante pour la gestion des conflits, la protection des droits humains et le traitement des causes profondes des conflits. Comme il est souligné dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, l'ONU a un rôle à jouer pour appuyer les capacités nationales en matière de prévention et de paix.

Troisièmement, pour mettre fin aux conflits violents et pérenniser la paix, il faudra toujours s'attaquer d'abord au problème de l'exclusion. Le développement durable inclusif est la pierre angulaire de la prévention des conflits. Il faut notamment garantir l'accès aux services de base et à des emplois décents, en particulier pour les groupes marginalisés, protéger l'espace civique et assurer la participation pleine, égale, véritable et en toute sécurité des femmes à la prise de décision, ainsi que la participation des jeunes à la consolidation de la paix et aux processus politiques. Le Conseil peut appeler l'attention sur les approches de paix inclusives et œuvrer à la mise en œuvre accélérée du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité.

Les pays nordiques souscrivent aux principes énoncés dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général. Dans le cadre de leurs activités, les pays nordiques veillent à ce que les points de vue et les opinions de tous les pays soient entendus, en particulier

ceux qui sont touchés par un conflit. Nous sommes également favorables au renforcement du rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix auprès du Conseil par le biais d'échanges et d'avis à intervalles réguliers.

Pour terminer, le Sommet de l'avenir qui se tiendra en septembre est l'occasion de nous réunir pour marquer notre engagement à réformer la gouvernance mondiale, à réaliser les objectifs de développement durable et à renforcer les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix à tous les niveaux. Nous n'avons pas droit à l'échec.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Portugal.

M. Ferreira Silva Aranda (Portugal) (*parle en anglais*) : La position du Portugal en matière d'affaires étrangères a toujours été guidée par la nécessité d'investir dans la diplomatie préventive, principe qui oriente également l'action de l'ONU. C'est pourquoi le Portugal tient à féliciter la Sierra Leone d'avoir organisé cet important débat public.

Il est essentiel de s'engager sérieusement à prévenir les conflits. Dans ce sens, il est urgent de mettre en œuvre le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général afin de renforcer la capacité à anticiper les nouveaux risques et à s'y adapter, en investissant davantage dans la prévention et la consolidation de la paix et en accordant une attention accrue à toutes les formes de violence.

Le Portugal souhaite mettre en exergue les cinq points suivants.

Premièrement, les efforts de consolidation de la paix des Nations Unies doivent désormais être centrés sur la prévention des conflits plutôt que sur leur gestion. Cela nous permettrait d'éliminer les cloisonnements au cœur du système des Nations Unies et de favoriser une cohérence et une intégration plus marquées entre les trois piliers de l'action de l'ONU. Le Portugal appuie sans réserve les recommandations formulées dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, à savoir la création d'un mécanisme au sein de la Commission afin de mobiliser le soutien politique et financier nécessaire à la mise en œuvre des stratégies nationales et régionales de prévention des conflits, et l'officialisation des relations de la Commission avec les institutions financières internationales et les banques régionales de développement afin de faire cadrer les instruments de financement avec les priorités nationales.

Deuxièmement, la Commission de consolidation de la paix joue un rôle fédérateur privilégié pour remédier aux menaces contemporaines à la paix et la sécurité internationales. L'implication de la Commission de consolidation de la paix dans certaines situations récentes, comme dans le cas de la Gambie, a prouvé que la consolidation de la paix fonctionne. Les résultats sont plus évidents encore lorsqu'une volonté politique forte est présente au niveau national et qu'une approche réellement inclusive garantit la participation des femmes, des jeunes, des groupes vulnérables et des victimes de conflits et de violations des droits humains survenus dans le passé, c'est-à-dire des représentants de la société civile dans leur globalité. En outre, la Commission de consolidation de la paix promeut une approche de la paix ouverte à tous en approfondissant la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, notamment l'Union africaine, et en encourageant à mettre en œuvre les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité.

Troisièmement, la consolidation et la pérennisation de la paix revêtent toujours plus d'importance dans le contexte de la transition et de la réduction des effectifs des présences traditionnelles des Nations Unies sur le terrain. Le maintien de la paix conventionnel, même s'il reste l'un des meilleurs outils des Nations Unies pour lutter contre la violence et les conflits généralisés, n'est pas suffisamment souple ou complet pour s'attaquer aux causes profondes et aux conséquences de ces conflits. Ces stratégies doivent donc désormais faire partie intégrante des mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales.

Quatrièmement, conformément au Nouvel Agenda pour la paix, la diplomatie préventive et la consolidation de la paix sont tributaires d'un financement suffisant, prévisible et durable, par exemple grâce aux ressources nationales et aux contributions volontaires et statutaires que versent les États Membres, notamment au Fonds pour la consolidation de la paix. Si nous nous félicitons du consensus obtenu s'agissant d'affecter des contributions statutaires au Fonds pour la consolidation de la paix, nous reconnaissons néanmoins que des mesures supplémentaires sont requises, et le Portugal a relevé ses contributions volontaires aussi bien au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix qu'au Fonds.

Cinquièmement, enfin, en l'absence de développement durable ou d'exercice des droits humains, il n'y aura ni paix, ni sécurité. Il s'ensuit que la prévention et

la consolidation de la paix sont à la fois des conditions et des conséquences de la réalisation des objectifs de développement durable.

Pour terminer, je tiens à souligner que la prévention est la colonne vertébrale de l'ONU. Même si c'est un concept fermement consacré par la Charte des Nations Unies, le Sommet de l'avenir offre à la communauté internationale l'occasion idéale de s'unir pour renouveler ses engagements en faveur d'une approche globale de la paix et de la sécurité et faire de la prévention la démarche indispensable pour remédier aux problèmes de plus en plus nombreux que nous rencontrons tous. Le Conseil est au cœur de cette approche.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Raguttahalli (Inde) (*parle en anglais*) : Avant tout, je félicite la Sierra Leone de son accession historique à la présidence du Conseil de sécurité. Je tiens également à la remercier d'avoir organisé ce débat public, et je remercie aussi les intervenants de leurs éclairages.

Nous vivons dans un monde de plus en plus divisé. Certaines régions jouissent d'une paix, d'une sécurité et d'une prospérité durables, tandis que d'autres plongent dans des cycles de conflit et de violence en apparence sans fin. Ces derniers temps, les situations de conflit ont également gagné en incertitude et en complexité, en particulier dans certaines régions d'Afrique et d'Asie occidentale. Qui plus est, les terroristes, les milices armées, les groupes criminels organisés bénéficiant d'un soutien extérieur et l'utilisation abusive des technologies émergentes ont une profonde incidence sur la dynamique des conflits.

Il nous faut donc reconnaître que la prévention des conflits est complexe et multidimensionnelle et qu'elle requiert une approche intégrée. Une approche globale axée non seulement sur les processus politiques mais sur le développement durable et sur une croissance économique inclusive est donc inévitable. Règlement, réconciliation, relèvement et reconstruction sont également des maîtres mots des stratégies de prévention.

Dans ce contexte, je voudrais soumettre les observations suivantes.

Mon pays admet la primauté des gouvernements et des autorités nationales pour ce qui est d'identifier et d'orienter les priorités, les stratégies et les activités relatives à la pérennisation de la paix. Ce qu'il faut, c'est travailler en étroite collaboration avec les États Membres, dans le respect de leurs exigences et de leurs besoins

individuels, au lieu de préconiser des idées ou des solutions imposées de l'extérieur.

L'Inde, plus grande démocratie au monde, est convaincue que des structures de gouvernance représentatives et inclusives contribueront à stabiliser la paix, à préserver les droits fondamentaux et à protéger l'état de droit. Un développement équitable est également une composante clef de la consolidation et de la pérennisation de la paix.

Un partenariat robuste et efficace entre l'ONU et les organisations régionales est une condition requise, en particulier dans le contexte africain. Sachant que près de 70 % des résolutions définissant le mandat d'une opération de maintien de la paix au titre du Chapitre VII concernent l'Afrique, continuer de priver l'Afrique d'une représentation dans la catégorie des membres permanents entache la crédibilité collective du Conseil. L'Inde a toujours appuyé le Consensus d'Ezulwini et demandé une représentation africaine permanente au sein d'un Conseil élargi. Ceux qui refusent toujours de donner droit à une expansion de la catégorie des membres permanents et à la place légitime de l'Afrique dans cette catégorie doivent être dénoncés.

Le terrorisme est une menace mondiale non seulement pour la paix et la sécurité, mais aussi pour le développement. Aucun mécanisme mondial de prévention ne peut être complet sans une démarche antiterroriste globale. Nous réaffirmons qu'il est urgent de nous doter d'une convention générale sur le terrorisme international.

Le paradigme de la prévention ne peut faire fi des ressources requises pour le développement socioéconomique. L'architecture de gouvernance des institutions financières internationales a besoin de changements structurels, accompagnés d'une plus grande représentation du monde du Sud. De même, il faut honorer les promesses non tenues, comme celle du financement de l'action climatique.

L'Inde a toujours joué un rôle important dans le maintien comme dans la consolidation de la paix. Nous prenons part aux activités de consolidation de la paix en nouant des partenariats de développement très étendus avec des pays du Sud. Au total, les projets de développement menés par l'Inde dépassent désormais 40 milliards de dollars, accordés sous forme de prêts concessionnels, de dons et de programmes de formation pour le renforcement des capacités. Je voudrais notamment mettre en lumière le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, qui témoigne de l'attachement inébranlable de l'Inde au multilatéralisme et au développement mondial.

Au troisième sommet « Voice of the Global South », organisé virtuellement par l'Inde le 17 août, le Premier Ministre Shri Narendra Modi a proposé, au nom de l'Inde, un pacte mondial complet pour le développement. Le parcours accompli par l'Inde en matière de développement et son expérience des partenariats pour le développement serviront de base à ce pacte. Voilà un témoignage du partenariat étroit noué entre l'Inde et le monde du Sud.

Enfin, c'est sur la base de notre expérience du maintien et de la consolidation de la paix que nous lançons une mise en garde : mieux vaut laisser la prévention des conflits aux instances mandatées et configurées pour s'en charger. Endosser un tel rôle sans réfléchir au problème ou s'y préparer est voué à l'échec.

Avant de conclure, je voudrais évoquer les mensonges concernant mon pays que nous avons entendu une délégation répéter une fois de plus tout à l'heure. Compte tenu des contraintes de temps, je ne ferai pas à ces mensonges l'honneur d'une réponse. De tels propos ne méritent que d'être écartés avec mépris.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Chili.

M^{me} Narváez Ojeda (Chili) (*parle en espagnol*) : Je remercie la République de Sierra Leone de nous avoir donné l'occasion de participer au présent débat public, et nous la félicitons de la manière dont elle le dirige. Nous nous félicitons également des déclarations faites par les États Membres, qui nous invitent à poursuivre les efforts en matière de prévention des conflits.

Nous savons que le paysage géopolitique d'aujourd'hui est très différent de celui que nous connaissions il y a quelques années. Aujourd'hui, la scène internationale est beaucoup plus fragmentée et, dans le même temps, elle est interdépendante dans d'innombrables domaines liés au développement. Dans ce contexte, il est primordial de renforcer nos actions multilatérales sur la base d'une volonté politique axée sur la prévention de la part de tous les États Membres. Ce n'est que dans cette perspective et avec la conviction de maintenir un environnement de paix que nous éviterons de nouvelles tensions et d'éventuelles sources de conflit qui mettraient en péril la paix et la sécurité internationales. La prévention des conflits et la consolidation de la paix sont des tâches primordiales du Conseil de sécurité, car il faut s'attaquer aux causes principales des conflits dans toute leur ampleur en les comprenant au mieux, en considérant tous les facteurs en jeu avec le même niveau d'importance, qu'ils soient

politiques, socioéconomiques, financiers ou humains, pour n'en citer que quelques-uns.

Les États Membres sont invités à forger une véritable culture de paix, en harmonie avec le développement durable et le respect des droits humains. Cette entreprise exige l'engagement du Conseil et la coordination de ses travaux avec ceux d'autres organes de l'ONU, tels que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, entre autres. Mais surtout, comme l'a souligné le Secrétaire général, elle nous oblige à regarder au-delà de nos intérêts individuels, car le bien-être et l'avenir de l'humanité dépendent de la solidarité et de l'engagement tacite dont nous pouvons faire preuve pour atteindre cet objectif commun. La réalisation des objectifs du Nouvel Agenda pour la paix exige de nos institutions qu'elles mettent en œuvre des programmes de prévention qui soient l'une des pierres angulaires de leur action, et dont les stratégies soient alignées sur le renforcement des alliances interinstitutionnelles et le développement de la confiance entre les États et la société civile. En ce qui concerne ce dernier point, il est nécessaire de renforcer la sécurité humaine sous tous ses aspects afin de répondre aux crises, d'institutionnaliser les initiatives de paix locales, d'encourager la participation des communautés à la mise en œuvre des cessez-le-feu, de favoriser les dialogues inclusifs, de promouvoir la communication stratégique pour prévenir la désinformation et les discours de haine et, à plus long terme, de promouvoir des gouvernements et des institutions plus prompts à réagir et plus inclusifs.

La violence perpétrée par des bandes criminelles et des groupes terroristes dans le contexte d'un conflit menace la sécurité de l'ensemble de la population mais, surtout, augmente le niveau de risque pour des groupes spécifiques tels que les femmes, les jeunes et les filles. Il est donc primordial de poursuivre les efforts visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et des jeunes en tant qu'agents de paix, conformément au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, qui encourage la participation pleine, égale, effective et véritable des femmes aux processus de paix, à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix.

La recherche de la paix et la mise en place d'un système de gouvernance coordonné destiné à la maintenir dans le temps ont été la force motrice qui a prévalu en 1945 pour unifier les États dans le cadre d'une gouvernance mondiale et pour qu'aujourd'hui nous puissions débattre de questions telles que celle-ci. La préservation des valeurs du multilatéralisme dépendra de notre capacité collective de promouvoir le dialogue et de régler les

conflits dans un esprit de pleine compréhension et de coopération. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne peuvent être relevés que moyennant une coopération et une volonté accrues de la part des gouvernements, car même lorsque les conflits et leurs causes deviennent plus complexes et difficiles à résoudre, la seule voie possible reste l'engagement en faveur de la paix et le rétablissement du dialogue.

À cet égard, le Sommet de l'avenir, qui aura lieu en septembre, représente le cadre idéal pour débattre et convenir des solutions multilatérales dont nos États ont besoin aujourd'hui, et le dialogue qui y sera mené, nous l'espérons, contribuera grandement à faire avancer le Nouvel Agenda pour la paix et son désir de bâtir des sociétés pacifiques et résilientes. En l'absence d'un dialogue efficace entre les parties impliquées dans les conflits, nos déclarations semblent perdre de leur substance faute d'actions concrètes, tandis que les tensions persistent, sapant les espoirs de la population civile et mettant en péril la sécurité mondiale. Le défi du maintien et de la promotion d'actions préventives et d'une culture de paix est un défi auquel nous ne devons pas renoncer. Il est impératif que chacun et chacune fasse preuve d'une plus grande ouverture et d'une plus grande disposition au dialogue, sans perdre de vue le bien-être collectif, en particulier celui des enfants, qui hériteront du présent que nous bâtissons tous aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Lambrinidis.

M. Lambrinidis (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie, pays candidats, ainsi que l'Andorre et Saint-Marin, s'associent à la présente déclaration.

Nous tenons à remercier la Sierra Leone, et à vous remercier personnellement, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public extrêmement opportun sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Au cours des deux dernières années, nous avons été témoins de l'énorme soutien des États Membres en faveur du programme de prévention des conflits. Le présent débat public a déjà été l'occasion de tirer parti de cette dynamique. Depuis 1945, selon les termes du paragraphe 1 de l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, l'un des principaux objectifs de nos activités ici à l'ONU est de « prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix ». Bien que la prévention des conflits

figure parmi les buts et principes inscrits dans la Charte, force est de constater que les conflits se multiplient et que l'investissement dans la prévention n'est pas une priorité. Le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général a pour objectif de remédier à cette situation et de remettre la prévention des conflits au centre des préoccupations. Le Sommet de l'avenir doit marquer un engagement politique en faveur de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix. L'examen du dispositif de consolidation de la paix en 2025 doit traduire cet engagement politique en actions concrètes, en s'appuyant sur des propositions telles que les stratégies nationales de prévention.

Certains s'inquiètent du caractère « intrusif » de la prévention des conflits. C'est un mythe qu'il convient de dissiper, comme le souligne le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix. En réalité, la prévention des conflits renforce la résilience et la cohésion des sociétés. Les sociétés qui ont la volonté politique d'œuvrer systématiquement en faveur de la prévention des conflits verront que cette démarche porte ses fruits. En fait, c'est déjà le cas ; elles en ont déjà été témoins. Le coût des conflits en termes de souffrances humaines et de pertes financières dépasse de loin celui de la prévention. Des pays comme la Sierra Leone, le Libéria, le Timor-Leste et la Colombie, qui ont connu des conflits internes sanglants, ne le savent que trop bien. Ils font aujourd'hui partie de ceux qui travaillent le plus dur pour pérenniser la paix. Nous devons tous et toutes suivre leur exemple : la nécessité de prévenir les conflits est universelle.

Ces dernières années, nous avons vu des pays issus de toutes les régions et affichant des niveaux de développement divers, comme le Kenya, la Norvège et la Mauritanie, présenter leurs efforts nationaux de prévention des conflits à la Commission de consolidation de la paix. Nous nous félicitons de cette évolution et souhaitons une approche plus systématique des stratégies nationales de prévention. Bien que ces stratégies restent volontaires, nous pensons que tous les pays doivent être encouragés à élaborer des stratégies ou plans de ce type, et l'ONU doit apporter son appui à ceux qui en ont besoin. Les équipes de pays des Nations Unies, les opérations de paix, le Fonds pour la consolidation de la paix et des mécanismes spécifiques, tels que les conseillers pour la paix et le développement, peuvent jouer un rôle déterminant à cet égard.

Bien entendu, la prévention comporte de nombreux aspects. Nous devons nous attaquer aux causes profondes des conflits, qu'il s'agisse de la pauvreté, du chômage, des changements climatiques, du manque d'accès aux services de base, de la méfiance à l'égard des institutions

et du respect des droits humains et de l'état de droit. Il se peut que nous devions utiliser des systèmes d'alerte rapide pour réduire le risque de conflit transfrontière. Il se peut que nous ayons besoin d'une médiation ou de mesures de confiance au niveau local ou au plus haut niveau international. Surtout, il nous faut la volonté politique et le courage de reconnaître que la prévention est nécessaire et qu'il vaut la peine d'investir dans ce domaine. Il ne s'agit pas juste d'un vœu pieux. Cette approche permettra de sauver des vies si nous l'appliquons correctement.

Lors du prochain Sommet de l'avenir, nous nous engagerons conjointement à prévenir les conflits et à instaurer une paix durable et résiliente. Faisons nôtre l'appel lancé à tous les pays par le Secrétaire général pour qu'ils mettent au point des stratégies nationales de prévention. Nous avons une occasion de changer la donne en faveur d'un avenir plus pacifique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Australie.

M^{me} Bryant (Australie) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Sierra Leone d'avoir organisé le débat crucial d'aujourd'hui. Nous notons qu'en 2006, la Sierra Leone a été l'un des tout premiers États Membres de l'ONU à présenter sa vision de la consolidation de la paix à la Commission de consolidation de la paix qui venait d'être créée.

L'Australie salue l'action du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, alors que les conflits mondiaux ont rarement été aussi nombreux et que les interventions humanitaires sont sous-financées à travers le monde, nous savons que nous devons faire plus, en particulier en matière de prévention des conflits.

L'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies offre une occasion cruciale d'améliorer nos outils et nos approches en matière de consolidation de la paix. Le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général recommande aux États Membres et aux organisations régionales d'élaborer des stratégies de prévention. Ces stratégies peuvent contribuer à renforcer les institutions locales et étatiques, à promouvoir l'état de droit et à favoriser l'inclusion, l'égalité et la cohésion sociale. Ces questions concernent tous les États et toutes les régions, indépendamment de leur taille, de leur richesse ou de leur niveau de développement. L'Australie ne fait pas exception, et nos efforts constants pour promouvoir le respect des droits et des traditions de nos

populations autochtones ne sont qu'un exemple parmi d'autres.

Nous nous félicitons de la réunion de la Commission, la première du genre, qui s'est tenue en mars, au cours de laquelle le Kenya, la Norvège et le Timor-Leste ont volontairement présenté aux membres leurs stratégies nationales de prévention. L'Australie attend avec intérêt d'entamer son mandat au sein de la Commission l'année prochaine. Nous participons activement au programme de consolidation de la paix des Nations Unies depuis sa création et restons un donateur important du Fonds pour la consolidation de la paix et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec tous les États Membres pour appuyer la prévention des conflits et la pérennisation de la paix, qui seront une priorité de notre mandat à la Commission. Nous nous appuierons également sur notre expérience en matière de consolidation et de pérennisation de la paix dans notre région, et nous défendrons une approche inclusive de la consolidation de la paix.

Alors que nous préparons le Sommet de l'avenir et l'examen du dispositif de consolidation de la paix, nous devons réaffirmer notre attachement à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits, et notre engagement à soutenir les efforts qui encouragent le dialogue, la réconciliation et une gouvernance inclusive. Nous espérons que le Pacte pour l'avenir constituera un appel clair de nos dirigeants à soutenir ces priorités. Ce faisant, nous pourrions créer un avenir plus pacifique et plus prospère pour nous tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Irlande.

M^{me} Ni Mhuircheartaigh (Irlande) (*parle en anglais*) : L'Irlande remercie la Sierra Leone d'avoir organisé ce débat, d'avoir partagé son expérience du conflit et son cheminement vers la paix, et de ses efforts de sensibilisation plus large, notamment sur l'importance d'une représentation africaine permanente au Conseil de sécurité.

L'Irlande s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne et ajoute les observations suivantes.

Le débat d'aujourd'hui sur la consolidation et la pérennisation de la paix est une occasion bienvenue de réfléchir à la manière dont nous, la communauté internationale, pouvons mieux travailler ensemble à la prévention, en particulier dans les situations fragiles

ou à risque. Les multiples crises à travers le monde, la recrudescence des conflits violents et les besoins humanitaires dévastateurs soulignent à quel point il est urgent de le faire. Nous remercions donc les intervenants de leurs observations éclairées.

Aujourd'hui, l'Irlande voudrait souligner trois priorités pour notre action collective en matière de prévention des conflits.

La première concerne les causes profondes et les facteurs de conflits. Pour s'attaquer aux causes profondes, il faut investir dans le capital humain, en particulier les femmes, les jeunes et les minorités. Il faut assurer la participation pleine, égale et véritable des femmes à la prise de décisions politiques et économiques. Il faut également travailler ensemble pour édifier des sociétés inclusives et résilientes où les droits de tous sont respectés.

Nous savons que certaines caractéristiques des conflits sont universelles, mais ils ont aussi leurs spécificités. Le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général en prend acte et appelle à l'élaboration de stratégies nationales afin de remédier aux différents moteurs de la violence et des conflits dans les sociétés. Nous souscrivons à cet appel. Nous appelons par ailleurs le Secrétaire général à renforcer la diplomatie préventive et à exploiter tous les outils à sa disposition, comme le prévoit le Nouvel Agenda pour la paix. Les mesures d'alerte précoce et d'intervention rapide sont également primordiales, en particulier lorsque la situation se détériore. Nous devons tirer parti des outils dont nous disposons collectivement de manière coordonnée, et les communautés locales et la société civile doivent être au centre de toute intervention.

La planification précoce et intégrée des transitions constitue également une priorité. Les acquis de la paix obtenus de haute lutte doivent être encouragés et protégés pour éviter que les sociétés fragiles et à risque ne sombre de nouveau dans des conflits. Il convient de protéger l'héritage et les contributions des Casques bleus, femmes et hommes, qui servent en notre nom sur le terrain dans des environnements fragiles et peu sûrs. Nous appelons à la pleine mise en œuvre de la résolution 2594 (2021), dont la rédaction et l'adoption ont été dirigées par l'Irlande au cours de son récent mandat au Conseil, et qui vise à garantir que le retrait des opérations de paix des Nations Unies s'effectue d'une manière qui contribue à la réalisation des objectifs de consolidation de la paix. Nous sommes préoccupés qu'à plusieurs reprises récemment, il ait été décidé de réduire ou clôturer des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales selon des calendriers accélérés et sans planification adéquate de la transition.

En outre, l'ONU a un rôle important à jouer pendant les phases de transition, au niveau tant politique qu'opérationnel, pour veiller à ce que les pays bénéficient de l'engagement et des capacités nécessaires pour assumer l'entière responsabilité de la sécurité et de la protection des civils. Un processus de collaboration plus large doit faire partie de la planification de la transition afin de s'assurer que toute présence résiduelle de l'ONU après un retrait dispose de ressources suffisantes et soit adaptée aux activités de consolidation de la paix.

Cela nous amène à notre troisième priorité, qui concerne la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix. Si le Conseil de sécurité est l'organe principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies, et doit s'acquitter de ses responsabilités, d'autres entités des Nations Unies doivent également jouer un rôle plus énergique et plus préventif dans la consolidation de la paix. En exploitant pleinement le dispositif de consolidation de la paix en place, nous devons adopter une perspective à plus long terme, en tenant compte des risques potentiels, y compris ceux liés aux changements climatiques et aux technologies émergentes. Le Conseil doit approfondir sa collaboration avec la Commission de consolidation de la paix et faire un meilleur usage de ses avis, notamment en matière de diplomatie préventive. Le système des coordonnateurs et coordonnatrices résidents doit par ailleurs favoriser une coopération accrue avec le dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies, notamment la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix. Il demeure primordial d'assurer un financement adéquat, prévisible et durable de la consolidation de la paix. L'Irlande est fière de figurer parmi les principaux contributeurs au Fonds pour la consolidation de la paix. Nous saluons la décision de le financer en partie au moyen des contributions statutaires et pensons que ce mode de financement doit être étendu.

Pour terminer, de nombreux processus de paix, dont le nôtre, se sont pérennisés grâce à l'appui durable de la communauté internationale. Nous parlons en connaissance de cause lorsque nous disons que la paix n'est pas un événement ponctuel, mais plutôt un processus qui nécessite une attention et un appui constants. Alors que nous préparons le Sommet de l'avenir et l'examen du dispositif de consolidation de la paix en 2025, nous avons l'occasion de tracer la voie à suivre pour améliorer les approches globales de la consolidation et de la pérennisation de la paix. L'Irlande est prête à coopérer dans un esprit

constructif et collaboratif avec tous les États Membres et les autres parties prenantes sur cette question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Viet Nam.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sierra Leone d'avoir organisé le présent débat public.

Le Viet Nam se félicite de la vision du Secrétaire général, qui souhaite que la communauté internationale redouble d'efforts en faveur de la paix et de la sécurité internationales sur la base du droit international, comme il l'énonce dans le Nouvel Agenda pour la paix, qui repose sur les principes de confiance, de solidarité et d'universalité. Le Sommet de l'avenir doit être une occasion importante pour les États Membres de réaffirmer leur large appui à la diplomatie, au renforcement de la confiance, au règlement pacifique des conflits et au rôle central de la Charte des Nations Unies et de l'action nationale dans ce domaine.

Face à un monde instable, caractérisé par des incertitudes et des complexités croissantes, les obstacles à la paix incluent des facteurs géopolitiques et socioéconomiques, et sont également exacerbés par les difficultés liées au climat. Pour faire face à ces menaces multidimensionnelles et changeantes, il faut adopter une approche globale. Il est de plus en plus important que la sécurité et le développement, ainsi que d'autres facteurs de conflit, soient traités de manière intégrée. À ce propos, je voudrais mettre en avant les éléments suivants.

Premièrement, pour consolider et pérenniser la paix, l'ONU doit adopter une approche globale et cohérente, en exploitant les forces et les synergies de ses organes principaux, en particulier la coordination entre le Conseil et d'autres organes clefs. Une stratégie de consolidation de la paix concertée et bien coordonnée, comprenant un lien renforcé entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, peut jouer un rôle important dans la prévention des conflits. À cet égard, nous saluons le rôle consultatif et fédérateur de la Commission de consolidation de la paix, qui contribue à rassembler tous les acteurs concernés, y compris les institutions financières internationales et les organisations régionales et sous-régionales.

Deuxièmement, pour améliorer encore l'efficacité de son action en matière de lutte contre les conflits à tous les stades, de la prévention à la consolidation de la paix après les conflits en passant par leur règlement, le Conseil de sécurité doit utiliser au mieux les outils dont il dispose, notamment la diplomatie préventive, le renforcement de la confiance, la médiation et la réconciliation, ainsi que

la promotion d'une culture de paix et de non-violence. La réponse du Conseil, dans le respect des principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations Unies, doit également prendre en compte les circonstances propres à chaque situation de conflit et doit compléter, sans le supplanter, le rôle essentiel du pays concerné.

Troisièmement, les efforts et les mesures visant à consolider et à pérenniser la paix doivent être centrés sur l'être humain, la priorité étant de s'attaquer aux causes profondes des conflits, de protéger les civils et de préserver leur bien-être et leurs moyens de subsistance. Investir dans le capital humain par le biais de l'éducation et offrir aux gens des perspectives économiques peut contribuer à réduire le risque de recours à la violence. La participation des femmes et des jeunes doit être encouragée et incorporée aux efforts nationaux et internationaux de consolidation de la paix afin de garantir l'apport de solutions inclusives, globales et durables. Il est impératif de souligner l'importance que revêtent les mesures de prévention et la présence de systèmes d'alerte rapide robustes pour lutter efficacement contre les risques potentiels avant qu'ils ne dégénèrent en véritables crises.

Le Viet Nam accorde une grande importance à la lutte contre les menaces qui pèsent sur la paix, promptement et à distance, en mettant l'accent sur le développement socioéconomique, la promotion de l'unité et de la solidarité nationales et la coopération internationale, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies.

Enfin, je saisis cette occasion pour réaffirmer la forte détermination du Viet Nam à participer de manière constructive aux efforts bilatéraux et multilatéraux visant à pérenniser la paix et à prévenir les conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arabie saoudite.

M. Alwasil (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre présidence du Conseil pour ce mois. Nous vous remercions d'avoir organisé ce débat extrêmement important sur les mesures à prendre pour traiter les aspects mondiaux, régionaux et nationaux de la prévention des conflits.

Ces derniers temps, nous avons assisté à une forte recrudescence des conflits internationaux qui menacent la paix et la sécurité internationales. Cette question revêt désormais une grande importance et requiert l'attention de la communauté internationale dans son ensemble, en particulier parce qu'elle nécessite l'unification et le

renforcement des efforts internationaux pour s'attaquer aux causes profondes des conflits potentiels afin d'atténuer leurs effets néfastes et leurs répercussions au niveau international, et de les contrôler avant qu'ils ne dégénèrent. À cet égard, nous soutenons les efforts du Secrétaire général pour parvenir à la paix et à la sécurité internationales par le biais de sa note d'orientation sur le Nouvel Agenda pour la paix, qui vise à redynamiser les efforts afin d'adopter des mesures plus efficaces pour parvenir à la sécurité collective et gérer les risques et les conflits émergents.

Les défis mondiaux actuels exigent de la communauté internationale qu'elle soit réceptive aux principaux piliers du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, car ceux-ci visent à renforcer le système multilatéral et à garantir son efficacité et sa résilience pour contribuer au succès des efforts entrepris par l'ONU afin de régler les conflits par des moyens pacifiques et diplomatiques. En fin de compte, cela renforcera le rôle de la diplomatie préventive et redonnera un élan à la neutralité et à la médiation aux fins du règlement des conflits et de la lutte contre les risques qui compromettent la paix et la sécurité internationales, tout en tenant compte de la nécessité de respecter la souveraineté des États et l'indépendance de leurs décisions nationales.

L'Arabie saoudite ne ménage pas ses efforts pour contribuer à renforcer la paix et la sécurité internationales, au niveau tant régional que mondial. Nous avons joué un rôle central et historique dans le règlement de conflits internationaux ces dernières années, aux côtés de l'ONU. Par exemple, nous poursuivons nos efforts pour mettre fin au conflit au Yémen en coopération avec Oman, le Conseil de sécurité et l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Hans Grundberg. Nous soutenons également les efforts en cours visant à mettre un terme au conflit au Soudan, aux côtés des États-Unis, des Émirats arabes unis et de l'Égypte, en coopération et en coordination avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ramtane Lamamra. Le Royaume d'Arabie saoudite a également joué un rôle important en facilitant un échange de prisonniers entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Et nous continuons à jouer un rôle dans le règlement de plusieurs conflits dans le cadre de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique.

Pour terminer, alors que nous tenons ce débat sur la consolidation et la pérennisation de la paix, l'agression israélienne sans précédent contre les civils dans la bande de Gaza se poursuit depuis plus de 10 mois. Cela a réduit les chances de paix, sapé les efforts internationaux en faveur de la paix et renforcé la méfiance à l'égard

du système international multilatéral. À cet égard, nous rappelons notre position ferme concernant la question palestinienne et notre soutien total aux droits légitimes du peuple palestinien, conformément aux résolutions internationales et à l'Initiative de paix arabe, de manière à garantir le droit du peuple palestinien à créer un État indépendant à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Mon pays condamne toutes les mesures unilatérales et tous les actes d'agression contre des personnes et des biens commis par les forces d'occupation israéliennes. Ils doivent cesser pleinement et immédiatement. Nous appelons également le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et à faire appliquer ses résolutions concernant le cessez-le-feu dans la bande de Gaza et l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Cambodge.

M. Mao (Cambodge) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous faire part de ma profonde reconnaissance, Monsieur le Président, pour avoir organisé ce débat public crucial sur le thème « Le Nouvel Agenda pour la paix – traiter les aspects mondiaux, régionaux et nationaux de la prévention des conflits ». Ce sujet nous rappelle qu'il est grand temps de mobiliser nos efforts afin de nous concentrer sur la pérennisation de la paix et la prévention des conflits.

Les menaces qui pèsent sur la paix mondiale sont de plus en plus complexes et vont au-delà des conflits traditionnels pour inclure des problèmes tels que les changements climatiques, les disparités économiques et les nouvelles technologies émergentes. Dans ce contexte, le Cambodge soutient pleinement le Nouvel Agenda pour la paix, qui souligne le rôle essentiel de la diplomatie préventive, du dialogue et de la coopération internationale dans l'édification d'un monde plus stable et plus pacifique.

Le parcours du Cambodge du conflit à la paix offre une perspective unique sur les difficultés et les complexités liées à la consolidation et à la pérennisation de la paix. Nous avons été les témoins directs des effets dévastateurs de la guerre et de l'instabilité, et nous parlons aujourd'hui avec une profonde compréhension du coût humain des conflits. C'est pourquoi nous sommes prêts à partager notre expérience, et les enseignements que nous en avons tirés, avec d'autres nations confrontées à des problèmes similaires.

Au niveau régional, nous sommes convaincus que les organisations régionales, en particulier l'Association

des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Union africaine et l'Union européenne, jouent un rôle crucial dans la prévention et le règlement des conflits. Le Cambodge réaffirme son attachement à la Charte de l'ASEAN et aux principes de coexistence pacifique, de respect mutuel et de non-ingérence. Riche de sa diversité, la région de l'ASEAN présente des défis sans équivalent et des possibilités importantes pour la consolidation de la paix et le progrès. À cet égard, le Cambodge est déterminé à collaborer avec ses voisins et ses partenaires pour renforcer la stabilité et la sécurité en Asie du Sud-Est et dans le monde entier. Nous continuerons à participer activement aux initiatives régionales qui favorisent le dialogue et renforcent la confiance et la coopération.

Au niveau national, les gouvernements ont le devoir d'élaborer des politiques qui favorisent la justice sociale, stimulent le développement économique et défendent la dignité humaine. À cet égard, le Cambodge a accompli des progrès considérables dans la reconstruction de sa société, de ses institutions et de son économie après des décennies de conflit. Ces progrès sont renforcés grâce à la phase I de la stratégie pentagonale du Gouvernement royal du Cambodge, qui vise à promouvoir une croissance économique inclusive, à garantir l'équité sociale, à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens, à renforcer la gouvernance et à maintenir la paix et la stabilité afin d'atteindre notre objectif, qui est de faire du Cambodge un pays à revenu élevé d'ici à 2050. En amont du Sommet de l'avenir, le Cambodge est foncièrement déterminé à appuyer le Pacte pour l'avenir, qu'il considère comme un cadre primordial pour renforcer le multilatéralisme, promouvoir le développement durable et faire en sorte que les bienfaits de la paix rejaillissent sur toute la planète.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'attachement indéfectible du Cambodge aux principes des Nations Unies et la cause de la paix et de la sécurité internationales. Le Cambodge exhorte toutes les nations à renouveler leur engagement en faveur de la paix, de la coopération et du respect mutuel afin d'éliminer les causes profondes du conflit et de venir à bout des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui et que nous rencontrerons à l'avenir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Timor-Leste.

M. Alves (Timor-Leste) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole et d'avoir organisé ce débat public sur la consolidation et la pérennisation de la paix.

Face à des violences récurrentes et incontrôlées dans de nombreuses régions du monde, et à l'érosion du respect de l'état de droit et de la Charte des Nations Unies sur la scène mondiale, la tâche de maintenir la paix exige des approches novatrices. Si nous, États Membres de l'ONU, aspirons réellement à un monde dans lequel les générations futures pourront s'épanouir et vivre en paix, nous devons étudier et faire nôtres ces options. Les petits gestes sont importants, où qu'ils surviennent. Lorsqu'ils contribuent à la paix, même au sein d'une communauté unique, ils peuvent progressivement prévenir le conflit et faire réverbérer leurs bienfaits dans le monde entier.

Je voudrais, pour commencer, partager l'expérience de mon pays, le Timor-Leste, petit État insulaire qui a retrouvé son indépendance en 2002 après une longue période de colonisation et d'occupation par des forces extérieures. Au-delà de relever les défis liés à son passé colonial, le Timor-Leste a été confronté à la tâche impérative de consolider et de pérenniser sa propre paix interne après l'indépendance.

Le Timor-Leste a accompli des progrès notables en matière de consolidation et de pérennisation de la paix depuis qu'il a retrouvé son indépendance en 2002. L'intégration d'initiatives de réconciliation et de paix dans l'ensemble des programmes du Gouvernement et des stratégies de développement a joué un rôle charnière pour remédier aux causes profondes du conflit et promouvoir la stabilité. Depuis 2010, le Timor-Leste se concentre sur la prévention des conflits. Nation indépendante aux ressources limitées et dépourvue d'infrastructures modernes, il a été essentiel de s'attaquer à des problèmes tels que le chômage et le sous-emploi et d'assurer les besoins et services de base de la population.

La création de la Commission Vérité, réconciliation et réparations a joué un rôle déterminant pour traiter les violations des droits humains commises dans le passé et promouvoir la réconciliation nationale. La Commission s'est employée à recenser les atteintes, à fournir des réparations aux victimes et à promouvoir le dialogue, ce qui s'est révélé crucial pour panser les plaies de la nation et poser les bases d'une paix durable. En outre, le Timor-Leste a également pris l'initiative de se réconcilier avec son voisin, par le truchement de la Commission Vérité et amitié, afin de combler ensemble les lacunes et de tracer un cap pour l'avenir.

Chômage et sous-emploi sont des défis de taille pour le Timor-Leste. Pour y remédier, le Gouvernement a élaboré des programmes visant à ouvrir des horizons de travail décent et à réduire les déficits en la matière.

Des initiatives liées à la formation professionnelle, au soutien à la création d'entreprises et à des programmes de création d'emplois ont été lancées pour améliorer l'employabilité des jeunes et des groupes marginalisés. De plus, le Timor-Leste coopère étroitement avec l'Australie, la Corée du Sud et le Japon dans le cadre de programmes d'emploi spécifiques par lesquels il envoie dans ces pays une main-d'œuvre timoraise qui peut travailler et gagner un revenu tout en acquérant de nouvelles compétences grâce auxquelles elle sera autosuffisante à son retour. Ces efforts ont non seulement créé des opportunités économiques mais également contribué à la stabilité sociale en réduisant le risque de conflit découlant de revendications économiques. Nous le savons tous : il ne peut y avoir de paix sans développement, ni de développement sans paix.

Nous sommes conscients que l'expérience du Timor-Leste ne peut pas être reproduite telle quelle dans d'autres contextes, mais nos acquis en matière de consolidation de la paix sont un précieux exemple de réussite pour d'autres pays. Le Timor-Leste, qui compte parmi les membres fondateurs du Groupe g7+, actuellement présidé par la Sierra Leone, partage son expérience et les enseignements qu'il en a tirés avec les autres États membres du Groupe.

En guise de conclusion, pour pérenniser son succès, le Timor-Leste continuera d'accorder la priorité aux efforts de consolidation de la paix et de développement. Il s'agit notamment de maintenir l'accent sur la prévention des conflits, de créer des opportunités économiques et de garantir la satisfaction des besoins fondamentaux et la fourniture de services de base. En outre, la coopération régionale et la coopération Sud-Sud peuvent permettre de renforcer la résilience du Timor-Leste et sa capacité à relever les nouveaux défis.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Zimbabwe.

M. Mushayavanhu (Zimbabwe) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance. Je remercie tous les intervenants de leurs éclairages très pertinents.

La paix constitue toujours un mirage pour de nombreuses personnes, comme l'a dit le Secrétaire général António Guterres dans la note d'orientation intitulée *Un Nouvel Agenda pour la paix*. Cette situation troublante ne fait pas que persister : elle empire, comme le montrent les conflits en cours dans différentes régions du monde. Le thème de ce débat de haut niveau en est donc d'autant plus opportun et important.

J'entamerai mon propos en reprenant le mantra « la paix commence avec moi, la paix commence avec toi, la paix commence avec nous tous » et en l'associant à la sagesse traditionnelle, qui affirme que notre quête de paix doit évoluer en cercles concentriques. Selon un proverbe très répandu, et commun à de nombreuses langues africaines, « quand le cœur est en paix, le corps est en bonne santé ». Il met en évidence à quel point l'individu, sa famille, sa communauté, son pays et, en fin de compte, le monde sont unis par la paix. J'aborderai donc le thème d'un point de vue national, régional et mondial.

À l'échelon national, nous devons en priorité nous attaquer aux facteurs sociaux, économiques et politiques des conflits. Au Zimbabwe, S. E. le Président Emmerson Mnangagwa applique une gouvernance consultative, qui s'attaque aux inégalités et promeut la réconciliation et la cohésion sociale entre divers communautés. En investissant dans l'éducation, l'emploi et les services sociaux et en mettant en place des institutions indépendantes pour soutenir la démocratie, asseoir l'exercice des droits humains et promouvoir l'application du principe de responsabilité, le Gouvernement zimbabwéen renforce la résilience face à d'éventuels conflits. Ces initiatives facilitent aussi un développement équitable et équilibré.

Dans le but de partager ses propres expériences et de contribuer à un monde plus juste et plus pacifique, le Zimbabwe a présenté sa candidature à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2027-2028.

Au niveau de notre sous-région, la Communauté de développement de l'Afrique australe, dont le Zimbabwe assure actuellement la présidence, s'est dotée de mécanismes de prévention et de règlement des conflits. L'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité est chargé de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits. Sur le plan régional, l'Union africaine est le fer de lance de plusieurs initiatives axées sur la prévention et le règlement des conflits, qui contribuent à la stabilité. De toute évidence cependant, tout cela ne suffit pas, comme le montrent les conflits en cours en Afrique. Nos institutions doivent être étayées par des ressources financières suffisantes, l'apport d'une assistance technique et un appui aux efforts déployés localement pour mettre en place des communautés résilientes, sans ingérence extérieure néfaste. En fin de compte, il est beaucoup moins coûteux d'investir dans la prévention que de régler des conflits virulents.

En faisant nôtres les principes et approches décrits dans le *Nouvel Agenda pour la paix*, nous pouvons prendre des mesures en amont pour aborder les aspects

nationaux, régionaux et mondiaux de la prévention des conflits. Honorer et respecter le droit à l'autodétermination en est une facette cruciale. Pour reprendre les propos de l'ancien Secrétaire général Kofi Annan,

« [p]lus que jamais dans l'histoire de l'humanité, nous partageons un destin commun. Nous devons l'affronter ensemble. Voilà pourquoi, chers amis, nous avons créé l'Organisation des Nations Unies ». (SG/SM/7262)

Pour terminer, la prévention des conflits aux niveaux national, régional et mondial nécessite une approche multidimensionnelle qui accorde la priorité à la diplomatie, au dialogue et à la coopération.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Espagne.

M^{me} Jiménez de la Hoz (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat public, qui nous permet de réfléchir à la manière de renforcer les mécanismes de prévention des conflits afin de faire face aux nouvelles menaces qui pèsent sur la paix mondiale, et ce, à travers le prisme national comme régional.

L'Espagne est favorable à l'investissement dans la prévention, au sens large, qui inclut le respect des droits humains en tant que pilier du développement durable et du maintien de la paix. La stratégie de l'Espagne en matière de diplomatie humanitaire fait de la prévention et du règlement des conflits l'un de ses objectifs fondamentaux. Avec cette stratégie comme cadre, l'Espagne s'emploie à s'attaquer aux causes qui engendrent des situations de conflit et à promouvoir des processus de dialogue inclusifs, contribuant ainsi à façonner des sociétés plus démocratiques et pacifiques qui respectent l'état de droit et les droits humains. Mon pays promeut également le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À cet égard, je voudrais mentionner deux exemples précis : notre participation au réseau ibéro-américain de médiatrices, qui a été formé en juin 2023 à Madrid, et, plus récemment, un séminaire sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité au Yémen, organisé dans mon pays, avec la participation de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

Dans le cadre de la diplomatie préventive défendue par l'Espagne, nous appuyons fermement le travail de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies et ses efforts pour promouvoir la diversité culturelle, le pluralisme religieux et le respect mutuel afin de bâtir et de consolider des sociétés inclusives.

Les organisations régionales jouent un rôle fondamental dans le renforcement des mécanismes de prévention. Dans ce contexte, l'une des priorités de l'Espagne est de donner davantage de moyens aux organisations internationales africaines, telles que l'Union africaine, de manière générale, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en particulier, en raison des liens distincts de voisinage et d'interdépendance qui nous unissent avec l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, régions auxquelles mon pays attache une attention toute particulière. En 2023, l'Espagne a annoncé une contribution de 50 millions d'euros à l'Union africaine et de 20 millions d'euros à l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Ces dernières années, notre contribution annuelle à la CEDEAO s'est élevée à environ 4 millions d'euros.

L'Espagne est également en train d'élaborer une stratégie nationale pour l'Afrique, qui vise à renouveler et à resserrer ses relations étroites avec le continent. Dans le cadre de cette stratégie, l'Espagne restera attachée à la promotion des mécanismes de prévention, appuyant et accompagnant les processus de paix et de démobilisation, plaidant pour l'inclusion des composantes du développement et de la bonne gouvernance dans les politiques européennes de paix et de sécurité en Afrique et soutenant les politiques de stabilisation, notamment la fourniture de services publics, tels que la santé, l'éducation, la sécurité et la justice.

Enfin, pour en revenir au contexte de l'ONU, je note que le Pacte pour l'avenir offre l'occasion de renforcer les mécanismes de prévention des conflits afin de faire face aux menaces mondiales, conformément au Nouvel Agenda pour la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Malaisie.

M. Muhamad (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie remercie la présidence sierra-léonaise du Conseil de sécurité d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui, ainsi que les intervenants pour leurs précieux conseils.

Notre délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant du Bangladesh au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Le thème de ce débat est à la fois opportun et crucial alors que nous évoluons dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté, confronté à une multitude de défis qui menacent la paix et la sécurité mondiales. Dans

ce contexte, le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général reste une référence pertinente.

La recherche de la paix est une responsabilité partagée, qui doit être sous-tendue par la collaboration, la créativité et un attachement profond à notre humanité commune. Dans cet esprit, la politique nationale de la Malaisie, guidée par les principes de « Malaysia Madani », incarne les valeurs d'inclusion et de gouvernance participative. Elle reconnaît qu'une paix durable ne peut être obtenue que lorsque toutes les composantes de la société ont les moyens de contribuer au développement de la nation. Les principes de « Malaysia Madani » reposent sur la conviction qu'une société harmonieuse et équitable est le fondement d'une paix pérenne. Grâce aux valeurs démocratiques et à l'état de droit, nous avons pour ambition de créer un environnement dans lequel chaque citoyen a des chances égales de contribuer au progrès de la nation, favorisant ainsi l'intérêt qu'il porte à la paix et à la stabilité du pays. En nourrissant la cohésion sociale, nous nous efforçons de construire une société résiliente et prospère, capable de saisir les chances qui se présentent et de cultiver un sentiment d'appropriation de l'avenir.

En tant que membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Malaisie reste fermement déterminée à défendre la paix et la stabilité régionales par le biais de sa participation active aux travaux de l'organisme régional mais aussi en œuvrant avec ses partenaires de dialogue. Cet engagement de longue date est ancré dans notre reconnaissance du fait que la prospérité partagée est profondément liée à la sécurité collective et, de fait, la renforce. À cet égard, le Forum régional de l'ASEAN a facilité avec succès des discussions constructives et une coopération pragmatique entre ses membres et ceux de l'ASEAN sur des questions politiques et de sécurité d'intérêt mutuel. Cette plateforme nous permet de faire face aux problèmes qui se font jour et de saisir les nouvelles possibilités qui s'offrent à nous, en mettant l'accent sur le fait que notre architecture régionale doit reposer sur des institutions fortes et un engagement ferme à contrer les menaces qui pèsent sur la stabilité et la sécurité régionales.

La Malaisie est également convaincue qu'un partenariat solide entre l'ONU et les organisations régionales est essentiel pour la paix et la sécurité dans le monde. Nous apprécions grandement la coopération actuelle entre l'ONU et les principaux partenaires régionaux, tels que l'ASEAN et l'OCI. Cela permet non seulement de renforcer notre action collective, mais aussi de promouvoir une approche plus intégrée et plus efficace pour relever les

défis sécuritaires, économiques et sociaux complexes qui se posent aujourd'hui.

En cette ère de changements sans précédent, nous devons tous répondre à l'appel en faveur du renforcement de la coopération et des cadres internationaux par un engagement inébranlable et une détermination collective. C'est ce que compte faire la Malaisie en continuant de contribuer de manière constructive aux efforts internationaux visant à favoriser le dialogue et la coopération, qui sont le fondement de la paix et de la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Lituanie.

M. Paulauskas (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais adresser nos félicitations à la Sierra Leone pour sa présidence réussie du Conseil de sécurité ce mois-ci. Nous apprécions l'occasion qui nous est donnée de débattre aujourd'hui des difficultés auxquelles se heurtent la consolidation et la pérennisation de la paix.

Comme il est souligné dans la note de cadrage (voir S/2024/581), nous assistons aujourd'hui à une augmentation alarmante des crimes violents à l'échelle mondiale. En fait, nous sommes également confrontés à une crise multiforme qui menace de saper les fondements mêmes de la paix et de la sécurité internationales. La capacité de l'ONU à réagir efficacement est mise à l'épreuve comme jamais auparavant.

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, du droit international et des engagements de la Russie elle-même. De telles actions sont incompatibles avec ses responsabilités en tant que membre permanent du Conseil, et elle continue de faire obstacle à toute action véritable qui permettrait d'arrêter la guerre illégale et injustifiable contre l'Ukraine et d'en inverser les effets. Les répercussions de la guerre d'agression de la Russie s'étendent bien au-delà du continent européen. Elles se font sentir dans le monde entier, en particulier dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie, de la sécurité et de l'environnement. Qui plus est, l'implication de la Russie dans des actions de déstabilisation par le biais de groupes mercenaires en Afrique et en Syrie complique encore les efforts de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ces actions témoignent souvent d'un mépris flagrant du droit international humanitaire, ce qui ne fait qu'exacerber les souffrances de civils innocents.

La Lituanie souscrit à la vision exposée par le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix. Il contient les éléments indispensables pour faire progresser

la paix et la sécurité mondiales, notamment la réaffirmation de notre attachement à la Charte des Nations Unies et au droit international. Il est essentiel d'investir dans la prévention, et le Pacte pour l'avenir nous offre une occasion opportune d'avancer dans cette direction. La paix que nous envisageons ne peut être recherchée que dans le cadre du développement durable et des droits humains, comme l'indique le Secrétaire général dans son Nouvel Agenda pour la paix.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, associé à la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, forme un cadre solide pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et promouvoir une culture de paix. Garantir l'égalité des genres et le plein exercice des droits fondamentaux des femmes et des filles, faciliter leur autonomisation et leur leadership et renforcer leur participation concrète à tous les aspects de la société sont des conditions préalables indispensables à la pérennisation de la paix. Les programmes relatifs aux femmes et à la paix et la sécurité, aux jeunes, à la paix et à la sécurité et aux enfants et aux conflits armés doivent être pleinement appliqués si nous voulons atteindre ces objectifs.

Nous ne pouvons pas parler de paix sans aborder l'exigence de justice. L'impunité des crimes, en particulier ceux commis en situations de conflit, et l'inefficacité des institutions garantes de l'état de droit érodent la confiance et jonchent d'obstacles le chemin qui mène à une paix durable. Durant sa présidence du Conseil de sécurité, il y a plusieurs années, la Lituanie a organisé un débat public (voir S/PV.7113) pour mettre l'accent sur l'importance que revêtent à cet égard les activités de police dans les opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales des Nations Unies. Nous appelons à accorder un regain d'attention à ces efforts, notamment en formant les forces de police et en renforçant les missions des Nations Unies de compétences policières spécialisées.

Quant à l'avenir, il est impératif que nous resserions encore les liens entre consolidation et maintien de la paix. C'est particulièrement important dans les contextes de transition, où une planification stratégique et une préparation précoces sont cruciales pour assurer des passations de pouvoir harmonieuses et coordonnées, qui ouvrent la voie à une paix durable. L'ONU est très bien placée pour aider à l'élaboration de stratégies de prévention menées au niveau national, et nous remercions la Sierra Leone d'avoir souligné cet aspect dans la note de cadrage.

Les missions de maintien de la paix des Nations Unies continuent de jouer un rôle charnière pour instaurer

les conditions nécessaires à la paix, notamment en surveillant et en signalant les violations des droits humains et du droit international. Elles doivent être équipées pour répondre aux nouveaux défis tels que les changements climatiques, la présence d'acteurs non étatiques, la montée de la criminalité transnationale, l'instrumentalisation des migrations, le recours à l'intelligence artificielle dans la guerre et l'érosion du soutien accordé par les pays hôtes. Il est indispensable, pour relever efficacement ces défis, de mettre en œuvre les recommandations d'action dans les initiatives de maintien de la paix, conformément au Nouvel Agenda pour la paix.

Enfin, il faut accorder une attention particulière aux menaces causées par la désinformation, la désinformation et les discours de haine. Comme le souligne le Secrétaire général, ces menaces sont monnaie courante sur les plateformes des médias sociaux et sont mortelles dans des contextes sociétaux et politiques instables. Le Sommet de l'avenir doit aborder ces risques et, dans la foulée, nous devons élaborer des mesures et lignes directrices concrètes pour les combattre.

Pour terminer, Monsieur le Président, je tiens à vous remercier à nouveau du leadership dont vous avez fait preuve en organisant ce débat opportun. J'attends avec intérêt les prochaines étapes de la mise en œuvre des recommandations énoncées par le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar.

M. Tun (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la présidence sierra-léonaise du Conseil, d'avoir organisé ce débat public de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Je remercie également les intervenants de leurs exposés détaillés.

Agressions, conflits, guerres et toute une gamme de menaces intriquées continuent de monter en puissance dans de nombreuses régions du globe. Notre monde n'a jamais été confronté à autant de menaces, qui empruntent des formes multiples. Le Myanmar considère que le prochain Sommet de l'avenir donne à la communauté internationale une occasion importante de convenir de solutions multilatérales et de combler les lacunes que présentent divers programmes, de la paix au développement durable.

Mon pays, le Myanmar, est actuellement aux prises avec une révolution qui cherche à mettre fin à la dictature militaire et à édifier une union démocratique fédérale. Je

tiens à souligner que, après des expériences extraordinaires, nous savons parfaitement à quel point un conflit violent, comme celui déclenché par le coup d'État militaire illégal et les atrocités que la junte continue de commettre, peut être grave et lourd de conséquences. Nous sommes donc plus que jamais conscients de l'importance d'une paix et d'un développement durables. Je souhaite mettre en avant les éléments suivants.

Premièrement, les progrès acquis de haute lutte pendant le mandat du Gouvernement civil élu ont été lourdement touchés.

Deuxièmement, la paix, la sécurité et le développement sont difficilement envisageables au Myanmar, sachant que la junte militaire n'a que mépris pour l'état de droit et poursuit ses violations du droit international, ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité.

Troisièmement, du fait des atrocités commises par la junte militaire, 3,2 millions de personnes sont désormais déplacées et réfugiées, et elles sont 18,6 millions à avoir besoin d'une aide humanitaire. De très nombreux enfants et jeunes sont privés de leur droit à l'éducation et à la santé. Les groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles, ainsi que les Rohingya, sont la cible de multiples formes de violence de la part des forces de la junte. Les opérations humanitaires restent difficiles.

Quatrièmement, les cas de traite des êtres humains et la criminalité transnationale organisée, notamment les escroqueries en ligne, se multiplient de manière alarmante et ont des répercussions sur les pays voisins, et au-delà.

Cinquièmement, enfin, les perspectives économiques et sociales du pays sont de plus en plus sombres.

Et pourtant, force est de constater que la population désespérée du Myanmar a beau appeler à des mesures et un soutien concrets, elle n'est pas écoutée. Nous avons vu comment, du fait de l'absence de mesures tangibles de la part de la communauté internationale, le coup d'État militaire illégal perdure, ce qui donne licence à la junte de continuer ses crimes internationaux. Tout au long de cette période, c'est notre peuple, en particulier les femmes, les filles et les jeunes, qui fait malheureusement les frais des atrocités et des crimes internationaux perpétrés par la junte.

Néanmoins, la population du Myanmar fait de son mieux, au niveau national, pour instaurer une paix durable dans le pays en s'efforçant de mettre fin à la dictature militaire, cause profonde du conflit. Le Gouvernement d'union nationale, les organisations de résistance ethnique, les

organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et tous les acteurs concernés sur le terrain œuvrent de concert pour atteindre notre objectif ultime : instaurer une union démocratique fédérale. Nous sommes donc déterminés à persévérer jusqu'à ce que paix et justice prévalent au Myanmar.

Il est clair que personne ne connaît mieux que son peuple la situation qui règne réellement au Myanmar. Personne ne souhaite plus que nous que le Myanmar soit un État pacifique, stable et prospère. Nous accueillons certes favorablement le soutien que tous les États Membres intéressés sont prêts à accorder à notre quête d'une solution durable à cette crise, mais nous les exhortons à écouter attentivement et sérieusement le peuple du Myanmar et à respecter sincèrement nos aspirations. Il est impératif que toutes les initiatives visant à régler cette crise soient conformes aux souhaits de la population et propices à une solution durable.

Ce dont le peuple du Myanmar a désespérément besoin aujourd'hui, c'est une action immédiate et déterminante de la communauté internationale. Seul un effort concerté et coordonné de la communauté internationale pour isoler la junte militaire et lui couper tous les vivres, flux d'armes, carburéacteur et argent compris, permettra au Myanmar de retrouver la voie qui mène à la démocratie et d'instaurer un environnement pacifique et stable. À cet égard, le rôle de l'ONU, en particulier du Conseil de sécurité, reste vital. Je l'exhorte à agir dès à présent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Azerbaïdjan.

M. Musayev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Avant tout, je remercie la délégation sierra-léonaise d'avoir organisé ce débat public important et opportun.

Remédier efficacement aux menaces à la paix et la sécurité qui sont évoquées dans la note d'orientation du Secrétaire général sur le Nouvel Agenda pour la paix exige un multilatéralisme renforcé, dans le cadre duquel tous les États, en particulier les pays en développement, puissent participer sur un pied d'égalité à la prise de décisions au niveau mondial. Le respect des principes fondamentaux, tels que la souveraineté et l'intégrité territoriale des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, est crucial pour prévenir les conflits, restaurer et maintenir la paix et promouvoir un développement économique et social durable. Cet impératif revêt une importance particulière dans notre région du monde.

Le fait que l'Azerbaïdjan a libéré ses territoires après 30 années d'occupation arménienne, que le conflit

a pris fin et que mon pays a retrouvé sa souveraineté et son intégrité territoriale a créé des conditions propices à l'instauration d'une région pacifique, stable et prospère. Les efforts diplomatiques en cours font espérer une paix durable et pérenne fondée sur les normes fondamentales des relations interétatiques.

Dans le même temps, le respect de ces normes doit être assuré non pas par de simples paroles et déclarations, mais par des mesures concrètes prises de bonne foi, y compris, en premier lieu, une action reposant sur des bases juridiques et entreprise, au niveau national, par l'Arménie dans le but d'éliminer les revendications territoriales inscrites dans la Constitution et les lois du pays, qui ont servi de prétexte à l'agression contre l'Azerbaïdjan dans le passé et qui constituent le principal obstacle à la normalisation des relations aujourd'hui.

Pour faire avancer le programme de paix, il faut également empêcher les tentatives de tracer de nouvelles lignes de démarcation dans le Caucase du Sud, de militariser la région et d'en faire un foyer de rivalités et d'affrontements géopolitiques. Il importe aussi de s'attaquer aux dommages causés par la haine et les mensonges et de mettre fin à l'impunité pour les crimes les plus graves.

Il est essentiel de faire montre d'une plus grande solidarité avec les pays qui s'efforcent de surmonter les lourdes conséquences des conflits, de reconstruire les villes dévastées, de restaurer l'environnement et la biodiversité ravagés et d'aider les personnes déplacées à rentrer chez elles en toute sécurité et dans la dignité. À cet égard, il convient de souligner que, compte tenu de l'ampleur et de la gravité de la menace que représentent les mines terrestres en Azerbaïdjan, la communauté internationale doit apporter d'urgence un appui continu et adéquat à nos efforts de déminage. Rien que ce mois-ci, cinq autres personnes ont été victimes de l'explosion de mines dans mon pays, ce qui porte à 377 le nombre de victimes de mines terrestres et d'autres restes explosifs de guerre dans la période d'après-guerre, et ce, en moins de quatre ans. Sur ce nombre, 69 personnes ont été tuées et 308 ont subi d'effroyables blessures. Plus de la moitié d'entre elles sont des civils. Au total, depuis le début des années 90, on a dénombré 3 456 victimes de l'explosion de mines en Azerbaïdjan, dont 358 enfants et 38 femmes.

Pour terminer, je voudrais redire l'engagement et la détermination fermes de l'Azerbaïdjan à poursuivre ses efforts cohérents et axés sur les résultats pour promouvoir la prévention des conflits, la justice et l'application du principe de responsabilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Mayar.

M. Mayar (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de partager des recommandations au nom du Groupe g7+, seule organisation intergouvernementale qui a pour vocation de représenter et d'aider les pays et les populations de toutes les régions qui sont touchés par un conflit et qui sont en situation de vulnérabilité. Nous sommes unis par une vision de la recherche de la paix, de la résilience et de la stabilité qui repose sur le principe de l'appropriation nationale par le biais d'un plaidoyer collectif et de l'apprentissage par les pairs. Le g7+ est actuellement présidé par la Sierra Leone et a son siège à Dili.

Nous voudrions partager trois réflexions inspirées par l'expérience collective du g7+ et les aspirations de nos citoyens en matière de pérennisation de la paix et de prévention des conflits.

Premièrement, dans le droit fil de l'étude conjointe de l'ONU et de la Banque mondiale, *Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention des conflits violents*, nous reconnaissons que les griefs sociétaux contribuent fortement à semer les graines du conflit et de l'instabilité, en particulier dans les pays confrontés depuis des années à des problèmes socioéconomiques, tels que les inégalités et l'injustice. Ces griefs, souvent laissés en souffrance, sont généralement hérités de conflits antérieurs, creusant des divisions intergénérationnelles qui sont à l'origine des vagues de violence successives. C'est pourquoi nous considérons que la réconciliation, la recherche de la vérité nationale et le dialogue inclusif en faveur de la paix ont un rôle décisif à jouer. Les pays membres du g7+, tels que le Timor-Leste et la Sierra Leone, et d'autres pays, comme le Rwanda et l'Afrique du Sud, pour n'en citer que quelques-uns, ont suivi une telle trajectoire avec succès. Nous avons pleinement conscience que cette approche peut être compromise par deux facteurs.

Le premier tient au fait que l'appui extérieur apporté aux efforts de rétablissement et de consolidation de la paix n'est souvent pas adapté au contexte. Afin de veiller à ce que cet appui soit adapté aux différents contextes et d'éviter les approches passe-partout, nous menons des discussions en partenariat avec la Commission de consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix afin de dresser une liste de bonnes pratiques qui s'appuient sur des décennies d'expérience parmi nos pays membres. Nous invitons les membres du Conseil à s'associer à nous dans cette même optique. En outre,

nous encourageons tous les États Membres à appuyer sans équivoque les processus de rétablissement de la paix, de consolidation de la paix et de réconciliation sans exclusive au niveau national, tout en apprenant à faire preuve de retenue mutuelle afin de permettre à ces activités de se dérouler sans ingérence extérieure. L'expérience de mon pays, l'Afghanistan, est un exemple frappant de la manière dont les efforts visant à dégager un consensus national en faveur de la paix ont souvent été contrariés par les puissances régionales et mondiales, créant ainsi un climat de méfiance. Dans le climat actuel d'intensification des tensions géopolitiques, le Conseil de sécurité doit se rappeler que l'exécution du mandat que lui confère la Charte des Nations Unies exige de faire preuve d'esprit d'équipe et de rejeter les intérêts géopolitiques personnels. Il doit dès lors trouver un moyen de promouvoir une norme de retenue collective afin de prévenir les conflits par adversaires interposés et les conflits gélés.

Notre deuxième réflexion est que chaque société, chaque pays, dispose d'institutions, de capacités et d'un potentiel en matière de prévention des conflits qui lui permettent de garantir sa cohésion sociale et nationale et sa souveraineté. Les efforts internationaux court-circuitent bien trop souvent ces institutions et ces capacités locales et, au lieu de renforcer les systèmes nationaux et locaux existants, fournissent une aide par le biais de processus externes et de projets au coup par coup. Cette approche compromet la capacité des pays de renforcer la cohésion, d'investir dans des activités d'édification de l'État et de fournir des services socioéconomiques inclusifs à leurs populations. Aussi bien intentionnés soient-ils, ces efforts ne contribuent pas toujours à surmonter les causes de mécontentement et d'instabilité qui alimentent les conflits futurs.

Enfin, on ne saurait trop insister sur l'importance des lois et règlements internationaux destinés à protéger les droits fondamentaux des peuples des Nations Unies de jouir de la paix, de la dignité, de la liberté et de la prospérité. Nous ne décelons pas de voie claire vers une paix durable ou la prévention des conflits qui ne passe pas par le respect et la prise en compte de ces règles et normes communes. La coopération multilatérale est indispensable pour garantir le respect de ces principes et traités. Étant donné que la fragmentation géopolitique et géoéconomique croissante fait obstacle au respect de ces normes, il nous semble urgent de promouvoir un multilatéralisme inclusif. Il s'agit notamment de procéder à des réformes au sein de l'ONU, plus particulièrement au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, afin de mieux faire entendre la voix du monde non occidental et

de l'Afrique en particulier, et de leur garantir une plus grande inclusion. On peut trouver des réflexions et des sources d'inspiration concernant les réformes et l'avenir de l'ONU dans de nouvelles études et publications, telles que le livre « Liberating the United Nations : Realism with Hope » (Libérer l'Organisation des Nations Unies : réalisme teinté d'espoir), un récent ouvrage publié par d'éminents collègues, Hans von Sponeck et Richard Falk.

Pour l'avenir, nous tendons la main aux membres du Conseil et les invitons à organiser un séminaire de travail, conjointement avec le g7+, afin de mieux appréhender la situation des pays qui sont les plus exposés aux vulnérabilités et aux conflits, et d'étudier la manière dont le Conseil peut collaborer de manière constructive avec ces pays afin de pérenniser la paix et de prévenir les conflits futurs.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont immenses, mais notre potentiel collectif l'est tout autant. Engageons-nous en faveur d'un avenir où la paix n'est pas seulement une possibilité, mais une réalité partagée, concrétisée par la coopération, le respect des normes internationales et la prise en compte véritable de toutes les voix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Géorgie.

M. Abesadze (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer notre gratitude à la présidence sierra-léonaise du Conseil pour l'organisation du présent débat.

La Géorgie s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, et je voudrais formuler quelques observations supplémentaires à titre national.

La paix et la sécurité, conjointement avec les droits humains et le développement, constituent les principaux piliers de l'action de l'Organisation des Nations Unies. Si c'est aux gouvernements qu'incombe au premier chef la responsabilité de la consolidation et de la pérennisation de la paix, le système des Nations Unies peut faire davantage pour bâtir des sociétés plus pacifiques et plus résilientes. Cependant, près de 80 ans après la création de l'ONU, nous nous efforçons toujours d'instaurer la paix dans de nombreuses régions du monde, y compris dans ma région, où l'agression militaire à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine et la poursuite de l'occupation illégale par la Russie de deux régions qui sont parties intégrantes de la Géorgie causent d'énormes souffrances humaines et s'accompagnent de plus vastes répercussions sur la sécurité et le développement durable du monde.

Le comportement destructeur de la Russie dans la région s'est également traduit par des entraves aux processus de prévention et de règlement des conflits, notamment en mettant fin à des missions internationales et en bloquant les mécanismes internationaux de sécurité et de surveillance sur le terrain. En outre, la Russie a refusé d'autoriser la présence sur le terrain des mécanismes de sécurité internationaux établis conformément à l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008 négocié par l'Union européenne, à savoir la Mission de surveillance de l'Union européenne. Malgré cette dure réalité, la Géorgie reste déterminée à faire tout son possible pour apporter des soins et une aide humanitaire aux personnes touchées par le conflit, qui portent le lourd fardeau des graves conséquences de cette occupation illégale par la Russie. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix, la prévention des conflits doit être mise en œuvre à trois niveaux.

Premièrement, elle doit être mise en œuvre au niveau international, pour nous protéger contre le déclenchement et l'escalade de conflits violents entre pays. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité a un rôle particulier à jouer dans le traitement des questions importantes, comme la prévention de nouveaux conflits et le règlement des conflits existants, conformément à la Charte des Nations Unies, en tenant compte du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues. Sans entrer dans les détails, je voudrais souligner l'importance de la réforme du Conseil, et en particulier réaffirmer notre position sur la limitation du recours au droit de veto.

Deuxièmement, il faut tenir compte de l'importance du renforcement des organisations régionales. Comme indiqué dans le Nouvel Agenda pour la paix, les organisations régionales sont indispensables à la prévention. Elles ont un rôle particulier à jouer dans la prévention des conflits, le relèvement postconflit, la reconstruction et le développement, car elles sont mieux équipées pour faire face aux défis particuliers qui caractérisent les contextes régionaux et sous-régionaux. Le renforcement de la coordination entre les organisations régionales et l'ONU peut servir de pierre angulaire à l'édification d'un monde pacifique et sûr.

Troisièmement, le Secrétaire général recommande à tous les États d'investir dans des capacités nationales de prévention qui couvrent l'ensemble de la population et d'élaborer des stratégies nationales de prévention. Le Nouvel Agenda pour la paix place l'inclusion au cœur des efforts de prévention. Il met l'accent sur le lien étroit

entre une participation pleine, véritable et effective des femmes et nos efforts de prévention. Au niveau national, le Gouvernement géorgien mène plusieurs activités pour promouvoir la participation véritable des femmes, en dialoguant par exemple régulièrement avec des femmes et des jeunes touchés par le conflit et avec des représentantes et représentants d'organisations de la société civile qui travaillent sur les droits des femmes. Nous mettons tout en œuvre pour que les besoins et les priorités des femmes déplacées et touchées par le conflit soient pris en compte et abordés dans les négociations, en particulier dans le cadre des discussions internationales de Genève et du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention.

Pour conclure, je tiens à souligner qu'une approche globale de la paix et du développement nous aidera à bien comprendre la situation et à mieux mettre en œuvre les efforts qui nous feront progresser vers des sociétés pacifiques et inclusives.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Gort (Canada) (*parle en anglais*) : Le Canada vous félicite, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public sur le thème « Consolidation et pérennisation de la paix : le Nouvel Agenda pour la paix – traiter les aspects mondiaux, régionaux et nationaux de la prévention des conflits », et nous remercions les intervenantes et intervenants de leurs exposés instructifs.

La question de la prévention relève directement des compétences du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix, et la Sierra Leone fait figure de pionnière concernant les progrès qu'un pays peut accomplir en matière de consolidation de la paix lorsqu'il travaille avec des partenaires de l'ONU. En 2006, la Sierra Leone a été l'un des tout premiers États Membres à présenter sa vision de la consolidation de la paix à la Commission qui venait d'être créée et, de 2009 à 2020, le Canada a eu l'insigne privilège de présider la formation Sierra Leone de la Commission. La fin de cette formation, en décembre 2020, n'a pas mis fin à la collaboration entre la Sierra Leone et la Commission, mais l'a transformée, et elle se poursuit à ce jour. Le Canada et la Sierra Leone coprésident depuis longtemps le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Lancé en 2008, ce dialogue réunit des pays touchés par un conflit et en situation de fragilité, des partenaires de développement et la société civile, afin de promouvoir les efforts de consolidation de la paix menés au niveau national.

Le Canada se félicite de la réunion de la Commission, la première du genre, qui s'est tenue en mars, au cours de laquelle le Kenya, la Norvège et le Timor-Leste ont volontairement présenté aux membres leurs stratégies nationales de prévention. Le Canada est fier d'avoir récemment contribué à hauteur de 2,5 millions de dollars au programme conjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) visant à renforcer les capacités nationales de prévention des conflits. Ce programme phare a déployé plus de 100 conseillers pour la paix et le développement dans plus de 60 États Membres pour les aider à élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales de prévention et d'autres capacités d'action préventive. En effet, cette année marque le vingtième anniversaire du lancement, par le PNUD et le DPPA, de ce programme efficace, qui a reçu l'appui du Canada dès le début et qui démontre depuis deux décennies les effets positifs de l'investissement dans la prévention structurelle.

(l'orateur poursuit en français)

Nous saluons donc le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, qui souligne l'importance cruciale de l'investissement dans la prévention et appelle à la mise en place de stratégies de prévention et de consolidation de la paix à l'échelle nationale. Nous attendons du Pacte pour l'avenir du mois prochain un appel clair de nos dirigeants à renforcer le rôle de la Commission de consolidation de la paix dans la coordination du soutien international aux stratégies nationales de prévention et de consolidation de

la paix et de l'investissement dans ces stratégies. L'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU pour 2025 offre à tous les États Membres de l'ONU l'occasion de s'exprimer sur ce rôle renforcé, qui, selon nous, devrait faire de la Commission un forum de premier plan permettant aux États Membres de présenter leurs stratégies de prévention et de mobiliser le soutien nécessaire à leur mise en œuvre. Mobiliser et maintenir le soutien politique et financier pour la prévention et la consolidation de la paix ont constitué l'un des rôles fondamentaux de la Commission, et au cours des deux dernières décennies, nous avons observé le défi, noté à juste titre dans le Nouvel Agenda pour la paix, que représente ce soutien auquel tant les donateurs que les autorités nationales accordent trop peu d'importance. Le Fonds pour la consolidation de la paix constitue un instrument clef pour aider à combler les déficits de financement et à mobiliser le soutien, et nous demandons que l'utilisation du Fonds soit plus étroitement liée au rôle de coordination de la Commission. Nous profitons de cette occasion pour joindre notre voix à l'appel en faveur d'un soutien international accru au Fonds, qui constitue un élément indispensable de l'architecture de consolidation de la paix et de prévention de l'ONU.

Le Président (*parle en anglais*) : Il reste un certain nombre d'orateurs et d'oratrices inscrits sur la liste pour la présente séance. Étant donné l'heure tardive, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, de suspendre la séance jusqu'à demain après-midi, 15 heures.

La séance est suspendue à 18 h 10.